

FORMULE E-DRIVE

BARÈME TARIFAIRE

Tarif mensuel par badge	2.90€/mois
<i>Frais de gestion facturés uniquement les mois où le badge est utilisé en France.</i>	
Tarif mensuel par badge supplémentaire	2.90€/mois
<i>(limité à 2 badges supplémentaires sur le même contrat)</i>	
Acompte à la souscription	1€
Durée du contrat	Sans engagement de durée Sans préavis de résiliation

FRAIS ANNEXES

■ PACK E-DRIVE (cf. conditions particulières du Pack e-Drive)	INCLUS
■ MES SERVICES	
Accès à toutes les autoroutes de France et dans de nombreux parkings	
<i>L'utilisation du badge dans les parkings peut être différente de l'utilisation sur autoroute. Liste des parkings acceptant le télépéage sur uly's.com</i>	
Espace client sécurisé sur Internet	GRATUIT
Consultation Internet des trajets non facturés à J-5	GRATUIT
Option Espagne-Portugal : tarif mensuel par badge	2.00€/mois
<i>Tarif applicable par badge porteur de l'option Espagne-Portugal, uniquement les mois où le badge est utilisé en Espagne et/ou au Portugal (cf. conditions particulières de l'option Espagne-Portugal et option Italie)</i>	
Option Italie : tarif mensuel par badge	2.40€/mois
<i>Tarif applicable par badge porteur de l'option Italie uniquement les mois où le badge est utilisé en Italie (cf. conditions particulières de l'option Italie)</i>	
■ GESTION DE MA FACTURE	
Facture électronique	INCLUS
Relevé des consommations	GRATUIT
Duplicata de factures	GRATUIT
Frais administratifs	14.90€
Vos factures et relevés des consommations sont disponibles dans votre espace client sur uly's.com	
■ LIVRAISON	
Participation aux frais d'emballage et d'expédition	
■ Envoi commande de badges (sauf en cas de remplacement d'un badge défectueux)	
A votre domicile ou à l'adresse de votre choix	
♦ En France métropolitaine, Monaco et Andorre	4.90€
♦ Autres pays	9.90€
■ Envoi commande de supports de fixation	
♦ En France métropolitaine, Monaco et Andorre	2.40€
♦ Autres pays	6.60€
■ MON BADGE	
Frais de mise en service	GRATUIT
Fourniture support de fixation	GRATUIT
Echange de badge défectueux	GRATUIT
Mise en opposition badge perdu/volé	GRATUIT
Badge détérioré ou non restitué	30€
Frais de non utilisation	15€

En cas de non-utilisation du badge pour chaque période de 14 mois consécutifs des frais de non-utilisation de 15€ sont facturés le 15ème mois.

Exception faite de l'acompte à la souscription, tous les tarifs de ce barème sont exprimés en TTC.

Tarifs en vigueur au 01/05/2024.

CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE

Le télépéage inter-sociétés offre aux utilisateurs de véhicules légers la possibilité d'emprunter, à l'aide d'un badge, les voies équipées du télépéage dans les gares des sociétés d'autoroutes, des exploitants d'ouvrages à péage et des exploitants de parkings, et de bénéficier d'une facturation unique du montant de leurs consommations.

I. Société émettrice

Le badge est émis par ASF, SA au capital de 29.343.640,56 €, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 572139 996 et dont le siège social est situé 1973 Boulevard de la Défense, 92000 NANTERRE, désignée ci-après "La société émettrice", agissant pour son compte et, en vertu d'un mandat réciproque commun, pour celui des sociétés concessionnaires d'autoroutes, des exploitants d'ouvrages à péage et des exploitants de parkings acceptant le badge comme mode d'acquittement des sommes dues au titre du passage dans les ouvrages susmentionnés.

II. Objet du contrat

Le présent contrat a pour objet la délivrance au Titulaire de badges acceptés sur le réseau des sociétés françaises concessionnaires d'autoroutes, des exploitants d'ouvrages à péage (à l'exclusion des tunnels du Mont-Blanc et du Fréjus), et, sauf restriction expresse des conditions particulières, des exploitants de parkings disposant d'équipements signalés par le pictogramme « t », pour l'acquittement des sommes dues au titre du passage dans les ouvrages susmentionnés.

Le Titulaire pourra bénéficier, sur simple demande, d'un ou plusieurs badge(s) supplémentaire(s) aux conditions prévues par le barème tarifaire ci-après annexe.

III. Titulaire du contrat

Le Titulaire du présent contrat est une personne physique ou morale à qui la société émettrice délivre un ou plusieurs badges.

IV. Souscription du contrat – Garantie

IV.1 Souscription

La souscription du contrat et la délivrance de badges sont subordonnées à la domiciliation bancaire et au prélèvement d'office sur un compte individuel ouvert auprès d'un établissement bancaire sis dans l'un des pays de la zone « Single Euro Payments Area » (SEPA).

Toute personne souhaitant souscrire le présent contrat devra fournir à la société les documents suivants :

- pour les personnes physiques, un justificatif d'identité ou de domicile, pour les personnes morales, un extrait du registre du commerce et des sociétés ou équivalent, ainsi qu'un pouvoir habilitant le signataire à souscrire au nom de ladite personne morale,
- une demande d'abonnement complétée, datée et signée,
- un mandat de prélèvement SEPA complété, daté et signé ; le mandat devient caduc au bout de 36 mois sans prélèvement,
- un relevé d'identité bancaire (RIB), postal (RIP) ou Caisse d'Épargne (RICE) au format IBAN (Issuer Bank Number Identification).

Selon les modalités de paiement acceptées par la société émettrice, des compléments de garantie pourront être demandés au Titulaire du contrat.

En signant la demande d'abonnement, le demandeur déclare accepter les présentes conditions générales et les barèmes d'abonnement au télépéage inter-sociétés annexés. La société émettrice est libre de refuser la demande d'abonnement pour un motif légitime, tel que la résiliation d'un précédent contrat par l'une des sociétés émettrices pour fraude ou défaut de paiement.

IV.2 Garantie de paiement

Une garantie de paiement peut être exigée dès la souscription du contrat et/ou en cours de contrat.

Elle sera valable pendant toute la durée du contrat et aura pour objet de garantir le règlement par le Titulaire de toutes sommes dues à la société émettrice au titre du contrat, y compris, le cas échéant, les frais de non-restitution du badge en bon état.

La garantie de paiement sera constituée par un dépôt de garantie, par une caution bancaire ou tout autre moyen équivalent accepté par la société émettrice. Si la garantie de paiement est constituée par un dépôt de garantie par badge, elle ne produit pas d'intérêts au profit du Titulaire (voir barème tarifaire).

La société émettrice pourra demander l'augmentation du montant de la garantie de paiement au premier incident de paiement ou, pour les commerçants, en cas de risque d'insolvabilité. Le montant de la garantie exigible par la société émettrice est plafonné à trois fois le chiffre d'affaires mensuel TTC le plus élevé réalisé par le Titulaire sur l'ensemble des ouvrages visés à l'article II au cours des douze derniers mois.

À l'expiration du contrat, sauf conditions particulières de la société émettrice, la garantie de paiement sera libérée dans un délai de 60 jours (sauf disposition plus favorable des conditions particulières de la société émettrice) après la date de prélèvement du dernier trajet facturé et après règlement des sommes dues par le Titulaire au titre du présent contrat, y compris, le cas échéant, les frais de non restitution du badge en bon état. À défaut, la garantie de paiement sera mise en jeu.

V. Durée du contrat – Prise d'effet

Le contrat d'abonnement est conclu pour une durée indéterminée et prend effet dès réception du premier badge par le Titulaire, sous réserve des conditions particulières de la société émettrice.

VI. Utilisation du badge

VI.1 Conditions applicables à l'ensemble des utilisations

A - Généralités

Le porteur du badge doit se conformer aux règlements de police et d'exploitation en vigueur sur les autoroutes, ouvrages à péage ou parkings.

Le Titulaire est seul responsable de l'utilisation du badge délivré et s'engage à respecter l'ensemble des consignes d'utilisation portées à sa connaissance, notamment :

- à ne pas détenir plus d'un badge en mode actif dans son véhicule (un badge est considéré actif dès lors qu'il ne se trouve plus à l'intérieur de la pochette de protection fournie avec le badge) ;
- à positionner correctement le badge actif sur le pare-brise selon les indications du manuel d'utilisation remis avec le badge par la société émettrice.

À défaut du respect de ces consignes, le service peut être dégradé et le Titulaire risque des anomalies de facturation.

C'est la présence effective d'un badge valide, actif et correctement positionné dans le véhicule qui permet au Titulaire de se prévaloir du contrat télépéage et des prérogatives qui y sont attachées. Dans ces conditions, la transaction télépéage prévaut et exclut tout autre mode d'acquittement de la somme due, même partiel. Si le Titulaire désire s'acquitter de la somme due hors du cadre du contrat télépéage, il lui appartient de placer son badge en mode non actif.

Le badge est indépendant du véhicule et peut être utilisé par le Titulaire dans différents véhicules. Toutefois, il ne doit en aucun cas être utilisé au même moment pour plusieurs véhicules qui se suivent dans la même voie ou sur plusieurs voies de péage.

B – Remplacement, retrait du badge

Le badge demeure la propriété de la société émettrice et celle-ci peut prendre l'initiative de son retrait et/ou de son éventuel remplacement en cas de résiliation du contrat par la société émettrice, de fraude, d'altération ou de contrefaçon du badge ou d'incompatibilité avec les perfectionnements apportés au système de télépéage.

En cas de défaillance technique du badge, ou pour prévenir tout incident lié à son usure normale, la société émettrice procédera gratuitement, dans les meilleurs délais, à son remplacement contre remise de l'ancien. Si après vérification la défaillance est imputable au Titulaire, la société émettrice lui facturera le coût du badge détérioré (voir barème tarifaire).

En l'absence de badge valide et actif, un autre moyen de paiement sera exigé.

Un badge invalide est susceptible d'être retiré par le personnel de la société émettrice ou d'une société visée à l'article II.

La location et la vente du badge par le Titulaire sont interdites sous peine de résiliation immédiate du contrat.

VI.2 Conditions applicables à l'utilisation des badges pour les autoroutes et les ouvrages à péage

A. Définition des classes autorisées

Sur le réseau des exploitants d'autoroutes et d'ouvrages à péage le badge permet au Titulaire d'acquitter les péages pour les véhicules de classe de péage 1*, 2**, 5*** et ceux déclassables en classe de péage 1****.

* Classe 1 : véhicules ou ensembles roulants de hauteur totale inférieure ou égale à 2 mètres et de poids total autorisé en charge (PTAC) inférieur ou égal à 3,5 tonnes.

** Classe 2 : véhicules ou ensembles roulants de hauteur totale supérieure à 2 mètres et inférieure à 3 mètres et de poids total autorisé en charge (PTAC) inférieur ou égal à 3,5 tonnes.

*** Classe 5 : motos, side-cars et trikes.

**** Véhicules déclassables en classe 1 : véhicules de classe 2 aménagés pour le transport de personnes handicapées (sur présentation, lors du passage en voie de péage, de la carte grise comportant la mention "handicap").

B. Comportement à adopter par le Titulaire en gare de péage

Pour bénéficier pleinement du service télépéage, le Titulaire devra emprunter les voies signalées par le pictogramme « t », en entrée et en voie de paiement.

Les véhicules de classe 1 doivent utiliser en priorité les voies de télépéage réservées à cette classe (généralement équipées d'un gabarit de limitation de hauteur à 2 mètres).

Les véhicules de classes 2 et 5 équipés d'un badge télépéage doivent emprunter les voies équipées d'un pictogramme « t » en entrée, et une voie équipée d'un pictogramme « t » sans gabarit de hauteur en voie de paiement.

Le Titulaire s'engage à respecter :

- les indications signalétiques relatives aux véhicules acceptés dans les voies (classe, gabarit de limitation de hauteur, réservé VL classe 1, réservé moto classe 5...),
- les feux de signalisation,
- les feux et barrière de passage,
- une distance minimale de 4 mètres entre les véhicules lors du passage en voie de péage d'entrée ou de paiement,
- les préconisations et les réglementations contribuant à la sécurité des personnes.

En l'absence d'informations d'entrée valides, la société d'autoroutes se réserve le droit d'appliquer en sortie le tarif du trajet le plus cher pour la gare de sortie considérée (TLPC).

C. Comportement du Titulaire placé en situation particulière

Dans les situations particulières visées ci-après, le Titulaire passant dans une voie de paiement réservée au télépéage (ne comportant que le pictogramme « t ») est susceptible de se voir appliquer un tarif majoré (tarif du trajet le plus cher, sur-classement).

Situations particulières :

- Données d'entrée invalides (trajet incompatible, durée de validité dépassée).
- Véhicules de classe 5 passant dans les voies réservées avec gabarit de hauteur limitée à 2 mètres : par défaut les véhicules de classe 5 empruntant ce couloir seront tarifés en classe 1.

Autres situations :

- En cas de dysfonctionnement du badge ou du matériel de télépéage en entrée, le Titulaire devra prendre un titre de transit à la borne de distribution pour le remettre en sortie (au péage ou pour une voie automatique dans le lecteur de la borne de paiement prévu à cet effet).

- Lors du passage en voie automatique, le Titulaire utilisant un véhicule de classe 1 avec des charges sur le toit (hauteur totale supérieure à 2 mètres) devra s'arrêter devant la borne de paiement et utiliser le dispositif d'assistance mis à sa disposition.

- Le Titulaire utilisant un véhicule de classe 2 adapté au transport de personnes handicapées pourra bénéficier d'un déclassement en empruntant une voie avec péager et en présentant son badge et sa carte grise au péager. En l'absence de voie avec péager, il fait appel à un opérateur à l'aide de l'interphone présent en voie automatique.

En voie automatique, face à toute situation particulière, le Titulaire peut recourir au dispositif d'assistance mis à sa disposition lui permettant d'entrer en relation avec un opérateur par interphone.

L'usage d'un badge télépéage par un véhicule de classe 2 dans une voie réservée à la classe 1 (équipée d'un gabarit de hauteur) ou par un véhicule de classe 3 ou 4, n'est pas autorisé et est considéré comme une fraude.

VI.3 Conditions applicables à l'utilisation des badges pour les parkings

Dans les parkings visés à l'article II, le badge permet au Titulaire d'acquitter les montants dus en empruntant en sortie la ou les voies annoncées par le pictogramme « t ». Il convient de vérifier au préalable le gabarit admis ainsi que les éventuelles restrictions d'accès aux véhicules GPL.

VII. Opposition à l'utilisation du badge

Le Titulaire ne peut faire opposition à l'utilisation du badge qu'en cas de vol ou de perte de celui-ci.

Les oppositions doivent être immédiatement déclarées auprès des points de vente ou du service des abonnements de la société émettrice par tout moyen et confirmées par écrit (courrier, fax, email) dans les meilleurs délais en mentionnant impérativement le numéro de badge.

L'invalidation du badge est effectuée dès réception de la déclaration susmentionnée.

La société émettrice ne saurait être tenue pour responsable des conséquences d'une opposition qui n'émanerait pas du Titulaire ou de son représentant autorisé. À la demande du Titulaire, un badge portant un numéro différent lui est délivré dans les meilleurs délais. Sauf dispositions contraires prévues dans les conditions particulières des sociétés émettrices, une nouvelle garantie de paiement est exigée du Titulaire.

Si le Titulaire récupère le badge déclaré perdu ou volé, il doit le renvoyer par pli recommandé au service abonnements de la société émettrice ou le déposer contre récépissé dans un point de vente de celle-ci.

Les conditions d'encaissement ou de libération de la garantie de paiement sont précisées à l'article IV ci-dessus.

Ulys est une marque commune des sociétés d'autoroutes du Groupe VINCI (ARCOS, ASF, Cofiroute, Escota)

Votre abonnement télépéage e-Drive est géré par la société ASF

ASF – 1973 boulevard de la Défense – 92000 NANTERRE – SA au capital de 29 343 640,56 € – RCS Nanterre 572 139 996 – APE 5221Z – Id. TVA FR 53 572 139 996
service client Ulys – CS 30531 – 13558 Saint-Martin-de-Crau Cedex – Tél. : 0970 823 033 (service gratuit • prix appel) – Site : uly's.com

CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE

L'utilisation par le Titulaire d'un badge déclaré perdu ou volé est considérée comme abusive et pourra entraîner la résiliation du présent contrat, sans préjudice des frais prévus au barème tarifaire.

VIII. Restitution du badge

VIII.1. À l'initiative de la société émettrice

Dans tous les cas où la société émettrice demandera la restitution du (des) badge(s) (notamment en cas de remplacement de badge mis en opposition et retrouvé par le Titulaire ou en cas de non-restitution lors de la résiliation du contrat), le Titulaire devra le restituer dans les trente jours à compter de la notification de la société émettrice.

À défaut de restitution du badge ou en cas de restitution en mauvais état de fonctionnement, dans ce délai de trente jours, selon le cas, la garantie de paiement éventuellement exigée sera immédiatement et définitivement acquise à la société émettrice, et les éventuels frais de gestion indiqués aux conditions particulières seront facturés au Titulaire.

Dans tous les cas ci-dessus, le badge peut être restitué, contre récépissé, dans un point de vente de la société émettrice. Les montants des péages des trajets validés au moyen de badge abusivement utilisés seront exigés indépendamment des poursuites pénales que la société émettrice se réserve le droit d'engager.

VIII.2. À l'initiative du Titulaire

Le Titulaire peut restituer à tout moment son (ses) badge(s).

La restitution d'un badge en mauvais état de fonctionnement donnera lieu à la facturation de ce badge au tarif en vigueur ou à l'acquisition de la garantie de paiement par la société émettrice.

La restitution du badge est effectuée sans préjudice des conditions particulières relatives aux frais de gestion attachés au contrat.

IX. Modification de l'identification du Titulaire

Lorsque le Titulaire change d'adresse, de SIRET, de dénomination ou de raison sociale, il doit le notifier par écrit dans les trente jours à la société émettrice.

Lorsque le Titulaire change de domiciliation bancaire, il doit en informer la société émettrice qui lui fournit le document nécessaire à ce changement.

La modification prendra effet au maximum quarante jours après réception, par la société émettrice, du document précité dûment complété et du RIB sous format IBAN correspondant. Si le changement de domiciliation bancaire entraîne pour une raison quelconque la fin de validité d'une garantie, le Titulaire devrait obligatoirement fournir, sans interruption de cette dernière, une garantie équivalente.

Le non-respect de ces clauses ou la révocation par le Titulaire du mandat de prélèvement SEPA entraîne de plein droit la résiliation du contrat.

X. Facturation et règlement

X.1 Eléments de facturation

La société émettrice établit le relevé des transactions (trajets et stationnements) effectuées au cours de la période de facturation précédente par le Titulaire.

Le relevé des consommations précise, pour chaque badge et pour chaque transaction :
- en ce qui concerne les trajets effectués sur autoroutes (pour lesquels il est précisé que le réseau national d'autoroutes à péage comportant des sections exploitées en commun par plusieurs des sociétés visées à l'article II, certains trajets peuvent être découpés sur le relevé des trajets par société d'autoroutes concernée) :

- la date de passage en gare de péage,
- la classe de péage,
- le trajet effectué,
- le montant TTC du péage.

- en ce qui concerne le stationnement dans les parkings :

- la date de sortie du parking,
- le montant TTC du stationnement,
- le nom du parking.

La facture et le relevé des transactions prévus au présent article sont les seuls documents émis, l'enregistrement de la transaction en voie de péage ou en sortie de parking constituant la preuve du passage.

X.2 Modalités de facturation

Sur la base du relevé des transactions, la société émettrice facture les sommes dues par le Titulaire au cours de la période considérée au titre des transactions sur les réseaux des exploitants visés à l'article II, et toutes sommes dues par le Titulaire au titre du présent contrat.

Cette facture précise la date du prélèvement, le cas échéant, et la domiciliation bancaire du Titulaire.

La facture ne vaut pas solde de tout compte pour les transactions effectuées par le Titulaire pendant la période considérée. Toute transaction effectuée dans la période, mais ne figurant pas sur le relevé, sera imputée sur l'une des factures suivantes.

La facture est, sauf conditions particulières de la société émettrice, éditée sur support papier et envoyée au Titulaire mensuellement.

Toutefois, les particuliers et les personnes morales non assujetties à la TVA peuvent avoir, selon les sociétés émettrices, la possibilité, en remplacement de la facture papier, d'opter, lors de la souscription du contrat ou au cours de son exécution, pour le service « facture Internet », faisant l'objet de conditions particulières.

X.3 Règlement des factures

Les factures sont payables en euros, dans le délai maximum porté sur la facture et selon le mode de paiement retenu lors de la souscription du contrat.

X.4 Traitement des impayés – Effets

En cas de prélèvement et si le prélèvement initial est rejeté, il pourra être procédé à une seconde opération de prélèvement du même montant.

En cas de non-paiement de la facture dans son intégralité, une mise en demeure de payer est adressée par la société émettrice au Titulaire du contrat. Les conditions particulières peuvent prévoir que cette mise en demeure soit précédée d'une seconde présentation de la facture par lettre simple.

La mise en demeure précise :

- les sommes non réglées à la date d'échéance de la dernière facture ;
- sauf conditions particulières de la société émettrice, les pénalités de retard définies selon les modalités prévues à l'article L.441-6 du Code de commerce, appliquées sur les sommes restant dues à compter de la date d'échéance de la facture ; ces pénalités s'ajoutant au principal ; tous les trajets et stationnements effectués et non encore facturés alors immédiatement exigibles ;
- le cas échéant, l'obligation de restituer le ou les badge(s).

Les conditions particulières peuvent prévoir que la société émettrice accompagne cette mise en demeure et, le cas échéant, la seconde présentation de la facture, de mesures de suspension de l'exécution du contrat en mettant le ou les badge(s) en opposition jusqu'à réception du règlement, ainsi que des pénalités de retard.

En cas de non règlement dans un délai fixé par la mise en demeure, le contrat est résilié de plein droit sauf si la société émettrice accorde un délai supplémentaire au Titulaire du contrat pour s'acquitter de son obligation, pendant lequel elle pourra notamment maintenir l'inscription en opposition du ou des badge(s) jusqu'à réception du règlement. Le Titulaire est informé qu'un délai de réactivation du badge pourra être nécessaire en cas de règlement après une période de mise en opposition.

Il est précisé, concernant les Titulaires ayant souscrit ou agissant à titre professionnel, qu'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros sera due, de plein droit et sans notification préalable par la société émettrice en cas de retard de paiement. La société émettrice se réserve le droit de demander au Titulaire une indemnisation complémentaire si les frais de recouvrement effectivement engagés dépassaient ce montant, sur présentation des justificatifs.

En cas de recouvrement par voie d'exécution judiciaire, le Titulaire sera en outre tenu de verser à la société émettrice les sommes correspondant aux frais de l'exécution forcée proprement dite.

Le Titulaire déclare avoir pris connaissance du fait que la société émettrice bénéficie d'une subrogation consentie par les exploitants visés à l'article II pour le recouvrement amiable et judiciaire des créances issues du présent contrat.

XI. Réclamation amiable

Toute réclamation amiable concernant les éléments d'une facture est admise pendant un délai de 90 jours à compter de sa date d'émission et doit être déposée exclusivement auprès de la société émettrice par courrier ou par courriel adressé au point de vente dont les coordonnées figurent en en-tête de facture en mentionnant impérativement le numéro du badge.

Une réclamation ne dispense pas le Titulaire du paiement de la facture contestée.

En cas de réclamation, la société émettrice procède à une enquête. Les rectifications éventuelles, suite à l'enquête, sont régularisées ultérieurement.

La société émettrice apportera la preuve de la (des) transaction(s) au moyen des enregistrements effectués par les systèmes informatiques.

XII. Résiliation – Effets

XII.1 Par le Titulaire

Le Titulaire informera la société émettrice de sa volonté de résilier le présent contrat soit à un point de vente de la société émettrice soit par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la société émettrice.

La résiliation prendra effet à la restitution du ou des badges et après acquittement de toutes les sommes dues.

XII.2 Par la société émettrice

La société émettrice pourra résilier de plein droit le présent contrat, en cas d'inexécution de l'une quelconque des obligations incombant au Titulaire (notamment en cas de fraude ou de non acquittement total ou partiel des sommes dues) ou en cas de suppression du service de télépéage.

En cas d'inexécution de l'une quelconque des obligations incombant au Titulaire, la résiliation prendra effet immédiatement sans préavis.

En cas de suppression du service de télépéage la société émettrice en informera le Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception précisant la date d'effet de la résiliation, avec préavis d'un mois sous réserve des conditions particulières de la société émettrice.

XII.3 Sommes non réglées

En cas de résiliation, la société émettrice facture les sommes dues au titre du présent contrat.

XIII. Règlements des litiges

Pour le Titulaire du présent contrat n'ayant pas la qualité de commerçant, les litiges seront portés devant les tribunaux compétents.

Pour le Titulaire du présent contrat ayant la qualité de commerçant, et à défaut d'accord amiable, tout litige susceptible de s'élever entre les parties relèvera exclusivement du Tribunal compétent du ressort du domicile élu par la société émettrice visée à l'article I.

Les présentes clauses s'appliquent même en cas d'appel en garantie ou de pluralité de défendeurs.

Le droit français sera seul applicable au présent contrat.

XIV. Modifications contractuelles et tarifs des services

La société émettrice se réserve le droit d'apporter toutes modifications aux présentes conditions générales. Ces modifications seront portées à la connaissance du Titulaire. Si le Titulaire n'acceptait pas ces modifications, il devrait résilier le contrat dans les conditions définies à l'art. XII-1. L'absence de réponse écrite du Titulaire dans le délai d'un mois vaut acceptation de sa part.

Toutes les composantes du barème tarifaire sont révisables notamment à l'occasion des variations des tarifs du péage ou de stationnement, et ne feront pas, par conséquent l'objet d'un avenant. Les modifications afférentes aux tarifs de péage, de stationnement et au barème tarifaire s'appliquent dès leur entrée en vigueur.

XV. Informatique et libertés

Le Titulaire est informé que lors de la souscription et au cours de l'exécution du contrat, des données à caractère personnel seront collectées par la société émettrice.

Ces données seront utilisées à des fins de gestion du contrat, dans ses différents aspects, et pourront également permettre d'effectuer des opérations de prospection commerciale. Les données collectées sont destinées à la société émettrice et aux exploitants visés à l'article II des présentes conditions générales, ainsi qu'à leurs sous-traitants. Par ailleurs, la société émettrice peut communiquer les données collectées à ses partenaires si le Titulaire lui en donne l'autorisation expressément.

Le Titulaire du contrat est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition à la réception de prospection commerciale, de limitation, de portabilité et d'effacement des données à caractère personnel le concernant. Ces droits s'exercent auprès de la société émettrice, responsable des traitements effectués sur les données collectées, dont les coordonnées figurent dans les conditions particulières du contrat.

A compter de la résiliation du contrat, les données à caractère personnel collectées seront effacées au plus tard à l'issue des durées légales de prescription civile et des durées légales de conservation.

XVI. Médiation de la consommation

La société émettrice a mis en place une médiation afin de permettre au consommateur, s'il le souhaite, en application de l'article L 612-1 du code de la consommation, de saisir le médiateur de la consommation en vue de la résolution amiable du litige qui l'oppose à la société émettrice, en l'absence de résolution d'une réclamation préalable et écrite adressée à la société émettrice.

Les coordonnées du médiateur de la consommation sont indiquées dans les conditions particulières de vente conclues entre le titulaire et la société émettrice.

CONDITIONS PARTICULIÈRES DE VENTE

Ces conditions particulières s'appliquent en cas de souscription à e-Drive. Elles complètent les conditions générales d'abonnement et d'utilisation du badge télépéage inter-sociétés pour véhicules légers quand elles ne les remplacent pas.

L'article II - Objet du contrat - est complété comme suit :

Le Titulaire peut détenir jusqu'à 3 badges e-Drive par contrat.

L'article III - Titulaire du contrat - est remplacé comme suit :

Le Titulaire est une personne physique, non assujettie à la TVA et non enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés ou au Répertoire des Métiers ou à l'URSSAF, à qui la société émettrice délivre un ou plusieurs badge(s) dans la limite de 3 badges maximum. Ce contrat ne peut être conclu pour un usage professionnel. Le Titulaire ne pourra souscrire l'abonnement qu'à condition de résider en France métropolitaine.

Le Titulaire doit disposer ou utiliser d'un véhicule électrique de moins de 3,5 Tonnes, immatriculée en France, pour un usage personnel en tant que propriétaire ou locataire.

L'article IV.1 - Souscription - est complété comme suit :

- Les justificatifs d'identité admis sont : carte nationale d'identité, passeport, permis de conduire, carte de séjour ou carte de circulation délivrée par les autorités militaires françaises.

- Le Titulaire s'engage à renseigner les informations exactes (nom, e mail, adresse postale ...) lors de la souscription du contrat et à les tenir à jour depuis son espace client ou en contactant le service client Ulys. La société émettrice ne pourra être tenue responsable de tous dommages et préjudices résultant de la délivrance de fausses informations ou documents par le Titulaire.

- La souscription du contrat donne lieu au prélèvement d'un acompte par la société émettrice.

- La souscription du contrat est subordonnée à la fourniture par le Titulaire des garanties de paiement demandées par la société émettrice (voir article IV.2).

- Pour toute souscription d'un contrat à distance (par Internet, par correspondance,...) ou hors établissement (art. L. 121-16 du Code de la consommation) et conformément aux dispositions de l'article L.121-21 et suivants du Code de la consommation, le consommateur dispose d'un délai de 14 jours pour exercer son droit de rétractation sans donner de motif. Le délai de rétractation court à compter de la conclusion du contrat. Si ce délai expire normalement un samedi, un dimanche, un jour férié ou chômé, il est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable suivant.

- Pour exercer ce droit, le Titulaire doit en informer la société émettrice par écrit. Il peut utiliser le bordereau de rétractation mis à sa disposition dans l'espace client ou sur le site Internet uly.com.

- Le Titulaire devra retourner le(les) badge(s) et ses composants, dans leur emballage d'origine par courrier au service client Ulys - CS 30531 - 13558 Saint-Martin-de-Crau Cedex au maximum 14 jours après s'être rétracté.

- Le Titulaire reconnaît que son droit de rétractation ne peut être exercé s'il a déjà utilisé le service ou si le(les) badge(s) et ses composants ont été endommagés par une utilisation inadéquate. Le droit de rétractation s'exerce sans pénalités, à l'exception des frais de retour qui demeurent à la charge du Titulaire rétracté.

- En cas de rétractation et après réception par la société émettrice du(des) badge(s) retourné(s), le Titulaire sera remboursé des paiements reçus, y compris les frais de livraison (à l'exception des frais supplémentaires découlant du fait qu'il ait choisi, un mode de livraison autre que le mode moins coûteux de livraison standard proposé par la société émettrice).

- Le droit de rétractation ne pourra pas s'appliquer en cas de souscription auprès d'un point de vente partenaire, dans les foires ou salons.

L'article IV.2 - Garantie de paiement - est complété comme suit :

Une garantie de paiement pourra être demandée par la société émettrice à la souscription du contrat ou dans les cas prévus dans l'article X.4

L'article V - Durée du contrat - Prise d'effet - est modifié comme suit :

Le contrat est conclu pour une durée indéterminée et prend effet dès la souscription par le Titulaire.

L'article VI.1.B - Remplacement, retrait du badge - est complété comme suit :

Le remplacement d'un badge défectueux entraîne de fait la restitution de celui-ci. Le Titulaire doit le restituer dans les 15 jours. Passé ce délai, le badge sera mis en opposition et des frais de non-restitution (voir barème tarifaire) seront facturés. En cas d'existence d'un dépôt de garantie lié au badge, et si le Titulaire est à jour de ses paiements, ce dépôt de garantie sera restitué.

L'article VII - Opposition à l'utilisation du badge - est complété comme suit :

- En cas de perte ou de vol du(des) badge(s), le Titulaire doit immédiatement le déclarer dans son espace client ou par écrit (e-mail, courrier) auprès du service client Ulys.

- La mise en opposition du(des) badge(s) est effectuée dès réception de la déclaration de perte ou de vol du(des) badge(s) par la société émettrice.

- Si le badge n'a pas été restitué dans les 30 jours, des frais de non-restitution seront facturés (voir barème tarifaire).

- Le montant des transactions effectuées avec le badge avant sa mise en opposition pour perte ou vol est dû par le Titulaire.

- L'utilisation par le Titulaire d'un badge déclaré perdu ou volé est interdite et entraînera la résiliation du présent contrat.

L'article VIII.1 - Restitution du badge à l'initiative de la société émettrice - est complété comme suit :

- Le Titulaire devra retourner le(les) badge(s) par courrier au service client Ulys - CS 30531 - 13558 Saint-Martin-de-Crau Cedex.

- En cas de restitution du badge en mauvais état physique (traces de marqueur, rayures...), des frais de détérioration seront facturés (voir barème tarifaire) sur la facture du mois en cours.

- En cas de résiliation, si le Titulaire ne restitue pas son badge lors de la demande de résiliation, des frais de non-restitution seront facturés (voir barème tarifaire) dès la date de prise d'effet de la demande. A compter de cette date, le Titulaire dispose d'un délai de 30 jours pour restituer le badge. Lors de la restitution du badge, les frais de non-restitution qui ont déjà été facturés au Titulaire feront l'objet d'un remboursement.

- En cas d'existence d'un dépôt de garantie lié au badge, et si le Titulaire est à jour de ses paiements, ce dépôt de garantie lui sera restitué.

L'article VIII.2 - Restitution du badge à l'initiative du Titulaire - est complété comme suit :

- Le Titulaire devra retourner le(les) badge(s) par courrier au service client Ulys - CS 30531 - 13558 Saint-Martin-de-Crau Cedex.

- En cas de restitution du badge en mauvais état physique (traces de marqueur, rayures...), des frais de détérioration seront facturés (voir barème tarifaire).

- En cas de résiliation, si le Titulaire ne restitue pas son badge lors de la demande de résiliation, des frais de non-restitution seront facturés (voir barème tarifaire) dès la date de prise d'effet de la demande. A compter de cette date, le Titulaire dispose d'un délai de 30 jours pour restituer le badge. Lors de la restitution du badge, les frais de non-restitution qui ont déjà été facturés au Titulaire feront l'objet d'un remboursement.

- En cas de restitution d'un badge en cours de mois, les frais de gestion du mois en cours sont dus.

- En cas d'existence d'un dépôt de garantie lié au badge, et si le Titulaire est à jour de ses paiements, ce dépôt de garantie sera restitué.

L'article IX - Modification de l'identification du Titulaire - est complété comme suit :

La notification doit être effectuée par le Titulaire soit auprès du service client Ulys par écrit (e-mail, courrier) soit à partir de son espace client.

En cas de changement de domiciliation bancaire, le Titulaire devra continuer à approvisionner son compte bancaire jusqu'à ce que la nouvelle domiciliation soit effective. En cas de rejet, des frais administratifs seront facturés (cf. barème tarifaire).

L'article X.1 - Eléments de facturation - est complété comme suit :

Des frais de gestion mensuels sont générés et facturés (voir barème tarifaire) au Titulaire du contrat les mois où le badge est utilisé.

Lorsque le badge est utilisé uniquement pour réaliser des trajets sur le Duplex A86, les frais de gestion sont gratuits.

En cas de non utilisation du badge pendant une période de 14 mois consécutifs, des frais de non-utilisation seront facturés le 15ème mois (voir barème tarifaire).

L'article X.2 - Modalités de facturation - est complété et modifié comme suit :

- Le Titulaire communique une adresse e-mail valide afin d'activer son espace client et accéder à ses factures.

- Les factures seront émises mensuellement.

- La facture est mise en ligne sous format PDF dans l'espace client du Titulaire pour une durée de 24 mois. Une notification de cette mise à disposition est envoyée à l'adresse e-mail indiquée par le Titulaire.

- En cas de souscription à e-Drive en cours de mois, les frais de gestion sont dus pour tout mois entamé; aucun prorata temporis ne peut être effectué.

L'article X.4 - Traitement des impayés - est complété comme suit :

- En cas de rejet de prélèvement de l'acompte à la souscription, le Titulaire est informé par la société émettrice de la suspension de l'exécution du contrat et de la mise en opposition du badge jusqu'à réception d'un nouveau RIB, RIP ou RICE au format IBAN et/ou d'une garantie de paiement.

- En cas de rejet de prélèvement d'une facture, des frais administratifs seront prélevés sur la facture suivante (voir barème tarifaire), une garantie de paiement pourra être demandée par la société émettrice et il pourra être procédé à une seconde opération de prélèvement du même montant dans un délai maximum de 10 jours à compter de la date du rejet du prélèvement initial.

- En cas de non-paiement total ou partiel de la facture, un courrier de mise en demeure est adressé au titulaire, accompagné d'une mise en opposition du badge jusqu'à réception du règlement intégral de ladite facture par la société émettrice. A défaut de règlement dans les délais impartis, la société émettrice pourra résilier de plein droit le présent contrat et pourra mandater un organisme externe à des fins de recouvrement de la créance.

- Le taux des pénalités pour retard de paiement est fixé à 18% par an.

L'article XII.1 - Résiliation par le Titulaire - est complété comme suit :

Le Titulaire peut informer la société émettrice de sa volonté de résilier le présent contrat depuis son espace client.

En cas de résiliation, si le Titulaire ne restitue pas son badge lors de la demande de résiliation, des frais de non-restitution sont facturés (voir barème tarifaire) dès la date de prise d'effet de la demande. A compter de cette date, le Titulaire dispose d'un délai de 30 jours pour restituer le badge. Lors de la restitution du badge, les frais de non-restitution qui ont déjà été facturés au Titulaire feront l'objet d'un remboursement.

L'article XII.2 - Résiliation par la société émettrice - est complété comme suit :

En cours d'abonnement, la société émettrice peut arrêter la commercialisation de la formule. Si l'arrêt de la formule entraîne la résiliation du contrat, la société émettrice informera le Titulaire par écrit de la date d'effet de la résiliation.

L'article XIV - Modifications contractuelles et tarifs des services - est complété comme suit :

Le Titulaire peut consulter les conditions générales et particulières en vigueur à partir de son espace client, accessible à partir du site uly.com et de l'application Ulys.

La société émettrice se réserve le droit d'apporter toutes modifications aux présentes conditions particulières. En cas de modifications relatives aux tarifs et aux caractéristiques substantielles des services, le Titulaire en sera informé par écrit. Passé un délai de 15 jours après cette notification, l'utilisation du badge au péage vaudra expressément acceptation des nouvelles conditions.

En cas de désaccord sur lesdites modifications, le contrat sera automatiquement résilié.

L'article XV - Informatique et Libertés - est complété comme suit :

Pour plus d'informations concernant l'utilisation de vos données personnelles et l'exercice de vos droits, vous pouvez consulter la Politique « Données Personnelles » disponible à partir du site uly.com à l'adresse suivante : <https://uly.com/politique-de-protection-des-donnees-personnelles/>

Les données collectées seront transmises à l'assureur à des fins de gestion et d'exécution des garanties de votre contrat d'assurance.

Pour plus d'informations, se reporter à la notice d'information.

L'article XVI - Médiation de la consommation - est complété comme suit :

Coordonnées du Médiateur de la consommation :

Par courrier :

Madame Rozenn GUILLOUZO

Médiateur de la consommation de VINCI Autoroutes

10 rue Raynouard

75016 Paris

Par courriel :

mediateur-consommation@vinci-autoroutes.com

Il est ajouté un article XVII - Cession du contrat - aux conditions générales comme suit :

En acceptant les conditions générales et les présentes conditions particulières du contrat e-Drive, le Titulaire reconnaît autoriser toute éventuelle cession de son contrat d'abonnement télépéage par la société émettrice à la société ULYS (Société par Actions Simplifiée au capital de 10.000 euros, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 514 291 475 et dont le siège social est situé 1973 boulevard de la Défense - 92000 NANTERRE).

Ulys est une marque commune des sociétés d'autoroutes du Groupe VINCI (ARCOS, ASF, Cofiroute, Escota)

Votre abonnement télépéage e-Drive est géré par la société ASF

ASF - 1973 boulevard de la Défense - 92000 NANTERRE - SA au capital de 29 343 640,56 € - RCS Nanterre 572 139 996 - APE 5221Z - Id. TVA FR 53 572 139 996
service client Ulys - CS 30531 - 13558 Saint-Martin-de-Crau Cedex - Tél. : 0970 823 033 (service gratuit • prix appel) - Site : uly.com

CONDITIONS PARTICULIÈRES DE VENTE

En cas de cession du contrat, le terme « société émettrice » présent dans les conditions générales et les présentes conditions particulières renverra à la société ULYS qui sera l'unique gestionnaire du contrat e-Drive du Titulaire.

Il est ajouté un article XVIII – Modalités de prélèvement SEPA – aux conditions générales comme suit :

Les autorisations de prélèvements automatiques données par le Titulaire avant le passage au SEPA demeurent valables et sont remplacées par un mandat de prélèvement SEPA. La Référence Unique de Mandat (RUM) est disponible sur les factures du Titulaire et/ou dans son espace client.

– Validité du RIB/ RIP/ RICE

La conclusion du contrat d'abonnement ne sera possible qu'à condition que le Titulaire du contrat, signataire du mandat de prélèvement SEPA, fournisse à la société émettrice un RIB/RIP ou RICE au nom et prénom(s) du signataire du contrat d'abonnement pour le Titulaire personne physique.

– Information du prélèvement

Chaque mois, le Titulaire sera informé par la société émettrice, sur sa facture de la date de prélèvement sur son compte bancaire du montant total qui sera prélevé, au minimum 8 jours avant la date du prélèvement.

– Domiciliation bancaire

Le Titulaire désirant modifier les coordonnées du compte à prélever doit le notifier auprès du service client Ulys soit par écrit (e-mail, courrier) soit à partir de son espace client. Le Titulaire devra alors fournir un RIB/RIP ou RICE concordant aux nouvelles coordonnées bancaires, de telle sorte qu'il ne puisse y avoir de rupture dans le rythme des prélèvements.

– Résiliation du contrat d'abonnement

En cas de résiliation du contrat d'abonnement, le mandat de prélèvement SEPA demeure valable. Les sommes dues jusqu'à la prise d'effet de la résiliation seront prélevées dans les conditions habituelles.

– Révocation du mandat

En cas de révocation du mandat, par le Titulaire auprès de sa banque, entraînant des impayés, il sera fait application de l'article XII.2 des conditions générales.

Il est ajouté un article XIX – Club Ulys – aux conditions générales comme suit :

Lors de la souscription à e-Drive, le Titulaire pourra bénéficier d'offres promotionnelles auprès de partenaires tiers proposés dans le cadre du Club Ulys. Afin de pouvoir bénéficier des avantages du Club Ulys, le Titulaire doit être en possession d'un badge actif (cf. article VIII.1 et article X.4), être à jour de ses paiements et ne pas s'être opposé à la réception d'offres et actualités de VINCI Autoroutes.

L'accès au contenu des offres promotionnelles est accessible via l'espace client télépéage du Titulaire ou l'application Ulys.

En cas de suppression du Club Ulys, la société émettrice en informera le Titulaire dans un délai raisonnable par tout moyen, en précisant la date à laquelle la suppression deviendra effective.

■ OPTION ESPAGNE -PORTUGAL ET OPTION ITALIE

L'option Espagne-Portugal et l'option Italie sont proposées au Titulaire d'un abonnement e-Drive.

L'option Espagne-Portugal sur les réseaux Via-t en Espagne et Via Verde au Portugal (ci-après le « Réseau Pagatelia ») ainsi que l'option Italie sur le réseau Telepass en Italie (ci-après le « Réseau Telepass »), définis ci-après, sont fournies par la société Pagatelia et Telepass, partenaires de la société émettrice.

Il est expressément convenu que les présentes conditions particulières complètent et/ou dérogent aux conditions générales de vente et d'utilisation.

En signant les présentes conditions particulières, le Titulaire accepte les conditions générales d'utilisation du service de télépéage sur le Réseau Telepass des sociétés Telepass, notre partenaire, et Autostrade per Italia, société concessionnaire d'autoroutes en Italie, figurant en annexe des présentes. En cas de contradiction entre les présentes conditions générales et particulières de vente et d'utilisation et les conditions générales d'utilisation des sociétés Telepass et Autostrade per Italia S.p.A, les présentes conditions générales et particulières de vente et d'utilisation prévalent.

1- Objet du contrat

L'option Espagne-Portugal et l'option Italie permettent au Titulaire d'emprunter les voies équipées du télépéage sur l'ensemble du réseau des sociétés d'autoroutes et d'ouvrages à péage Via-t en Espagne, Via Verde au Portugal et Telepass en Italie, dans certains parkings, ainsi que des ports pour le transport en ferry en Italie acceptant le badge télépéage comme moyen de paiement.

Le Titulaire peut consulter la liste des réseaux (Via-t, Via Verde et Telepass), des parkings et ports acceptant le badge télépéage comme moyen de paiement sur les sites suivants :

- pour le réseau Via-t en Espagne : www.viat.es/donde-utilizarlo/en-autopistas-espanolas et pour les parkings espagnols : www.pagatelia.com,
- pour le réseau Via Verde au Portugal : www.viaverde.pt/particulares/ferramentas/mapa-de-autoestradas pour les gares de péage et www.portugaltolls.com/fr/web/portal-de-portagens/home pour les voies free flow (passage en flux libre),
- pour le réseau Telepass en Italie : www.telepass.com.

Ces listes sont également disponibles sur simple demande auprès du service client Ulys.

2- Titulaire du contrat

La souscription à l'option Espagne-Portugal et l'option Italie est strictement réservée aux personnes physiques, non assujetties à la TVA et non enregistrées au Registre du Commerce et des Sociétés, au répertoire des Métiers ou à l'URSSAF, à qui la société émettrice délivre un ou plusieurs badge(s) télépéage, dans la limite de 3 badges maximum, dans le cadre d'un abonnement e-Drive, auquel le Titulaire a souscrit.

Les formules éligibles à l'option Espagne-Portugal et l'option Italie sont disponibles sur le site internet uly's.com sur simple demande auprès du service client Ulys.

Lors de la souscription à l'option Espagne-Portugal et l'option Italie, le Titulaire pourra choisir de rattacher l'option Espagne-Portugal et l'option Italie à un ou plusieurs badge(s). Dans le cas où le Titulaire a déjà souscrit l'un des abonnements éligibles, il devra alors demander le remplacement de son ou ses badge(s) actuel(s) par un badge équipé de l'option Espagne-Portugal et l'option Italie soit auprès du service client Ulys par écrit (email, courrier) soit à partir de son espace client..

3- Souscription

Le Titulaire devra communiquer les données d'immatriculation du véhicule qui circulera sur l'ensemble des Réseaux Pagatelia et/ou Telepass afin de faciliter le paiement du péage, notamment sur le réseau Via Verde au Portugal (cf. article 4.2) et sur le réseau Telepass en Italie (cf. article 4.3). Le Titulaire devra renseigner une plaque d'immatriculation par badge. Ainsi, une même plaque d'immatriculation ne pourra pas être utilisée pour plusieurs

badges. Le Titulaire s'engage à ce que le badge soit exclusivement utilisé avec le véhicule dont les données d'immatriculation ont été préalablement communiquées.

Le Titulaire s'engage également à ce que les données d'immatriculation enregistrées auprès de la société émettrice soient systématiquement mises à jour, et à communiquer sans délai les nouvelles données d'immatriculation au cas où le badge ne devait plus être utilisé avec le véhicule initialement enregistré.

La société émettrice pourra demander au Titulaire l'envoi de la copie d'un certificat d'immatriculation afin de s'assurer de l'exactitude des données d'immatriculation du véhicule du Titulaire.


La société émettrice pourra contrôler par tout moyen le respect des conditions de souscription susmentionnées. En signant la demande de souscription, le Titulaire déclare accepter les présentes conditions particulières.


4- Conditions applicables à l'utilisation des badges sur les Réseaux Pagatelia et Telepass


4.1 Espagne :

4.1.1. Dans les gares de péage, le Titulaire devra emprunter :

- les voies exclusivement réservées aux véhicules équipés d'un badge télépéage signalées

par le logo "T" dans un rond à fond bleu 

- les voies acceptant le badge télépéage et les autres moyens de paiement signalées par le logo "T" dans un carré à fond bleu 


Dans les parkings, le Titulaire devra emprunter les voies signalées par le logo Via T 

4.1.2. En cas de non détection du badge télépéage en sortie lors du passage en voie de péage, il sera procédé à une lecture manuelle du badge, et dans ce cadre, le Titulaire devra indiquer le numéro d'identification et la date d'expiration figurant sur l'étiquette du badge auprès du péager ou lors du passage en voie de péage automatique, par l'intermédiaire du dispositif d'assistance mis à sa disposition lui permettant d'entrer en relation avec un opérateur par interphone.

4.1.3. En l'absence d'informations d'entrée valides, ou de ticket d'entrée, le péager et/ou l'opérateur pourra appliquer en sortie le tarif du trajet le plus cher pour la gare de sortie considérée (TLPC). Dans cette hypothèse, il incombe au Titulaire de contacter le service client Ulys.

4.2. Portugal :

4.2.1. En entrée et en sortie du réseau autoroutier Via Verde, le Titulaire doit emprunter :

- les voies identifiées en gare de péage par le logo "V" sur fond vert 
- ou les voies free flow (passage en flux libre) identifiées en amont par le panneau

«Electronic toll only» sur fond bleu 

Dans les parkings, le Titulaire devra emprunter les voies signalées.

4.2.2. Les voies de péage n'ont pas de barrière ni en entrée ni en sortie et permettent au Titulaire de s'acquitter du péage, sans arrêt, par la détection du badge et/ou, en cas de non détection du badge, par la lecture automatique de la plaque d'immatriculation préalablement renseignée par le Titulaire lors de la souscription.

4.2.3. En cas de non détection du badge lors du passage en voie de péage, la plaque d'immatriculation est enregistrée par les sociétés d'autoroutes et d'ouvrages à péage.


Si la plaque d'immatriculation est reconnue, la transaction est enregistrée. Le montant du péage dû pour le trajet est alors calculé et facturé à partir des données d'immatriculation collectées lors des passages en voie de péage du véhicule du Titulaire. En cas de non reconnaissance de la plaque d'immatriculation, la société Via Verde adresse une amende au Titulaire qu'il devra acquitter en suivant les instructions définies dans le courrier qui lui sera adressé.

Dans le cas où le Titulaire loue un véhicule portugais dont la plaque d'immatriculation est associée à un badge « Via Verde » du loueur automobile, il devra obligatoirement utiliser le badge du loueur automobile. Les consommations relatives aux trajets du Titulaire seront facturées par le loueur automobile lors de la restitution du véhicule.


Le Titulaire devra alors ranger son badge télépéage dans la pochette de protection qui lui a été fournie par la société émettrice lors de sa souscription. Cette action rendra le badge télépéage du Titulaire non-déTECTABLE.

4.3. Italie :


4.3.1. Dans les gares de péage, le Titulaire devra emprunter :

- les voies Telepass exclusivement réservées au télépéage. Elles sont identifiées par le logo «TELEPASS» en bleu dans un rectangle jaune 


- ou les voies bi-mode, dans lesquelles le paiement par télépéage ou par un autre mode de paiement sont autorisés. Elles sont signalées par les logos « T » et « CARTE » sur un

rectangle bleu jaune 

- ou les voies équipées du système de Free Flow (passage en flux libre). Elles sont signalées

par un panneau jaune noté « Free Flow » 

Le badge fonctionne aussi dans certains parkings et services de ferry signalés par le logo

« T » bleu sur un carré fond jaune 

4.3.2. Les voies « Free Flow » permettent au Titulaire de s'acquitter du péage, sans s'arrêter, en passant sous des portiques. En cas de non-détection du badge, la lecture de la plaque d'immatriculation du véhicule (affiliée au badge) permettra d'affecter correctement le trajet et sa facturation au badge.

4.3.3. En cas de non détection du badge :

- en entrée d'autoroute, le Titulaire devra prendre un ticket de transit, pour pouvoir déclarer correctement le trajet effectué au moment de la sortie. Lors de sa sortie, il choisira une voie bi-mode et insérera le ticket dans la fente prévue à cet effet. Le badge sera alors détecté automatiquement par le système du poste de péage.

En cas de non-respect des règles d'approche des barrières d'entrée du système de péage, le trajet sera réputé avoir été effectué en violation des règles d'utilisation de l'autoroute à péage. Le Titulaire sera tenu de payer un forfait calculé à partir de la gare de péage la plus éloignée de sa gare de sortie. Dans tous les cas, le Titulaire a le droit d'apporter la preuve du poste d'entrée réel dans le but de définir le montant effectivement dû. Dans cette hypothèse, il incombe au Titulaire de contacter le service client Ulys.

- en sortie d'autoroute, le Titulaire devra appuyer sur le bouton de demande d'assistance et indiquer les informations figurant sur l'étiquette de son badge par interphone auprès du personnel de péage.

- dans les voies Free Flow (passage en flux libre) la lecture de la plaque d'immatriculation du véhicule, affiliée au badge, permettra d'affecter le trajet et sa facturation au badge.

Dans le réseau Telepass, chaque badge ne peut être associé qu'à une seule plaque d'immatriculation et une même plaque d'immatriculation ne peut pas être associée à plus d'un badge. Le Titulaire s'engage à informer Telepass sans délai, par l'intermédiaire de la Société émettrice de toute modification de données le concernant.

Le Titulaire est tenu de respecter les procédures d'approche, en entrant et en sortant des voies Telepass. En particulier, pour des raisons de sécurité et afin de permettre la collecte de données par les systèmes installés sur les voies, le Titulaire s'engage à passer

Ulys est une marque commune des sociétés d'autoroutes du Groupe VINCI (ARCOS, ASF, Cofiroute, Escota)

Votre abonnement télépéage e-Drive est géré par la société ASF

ASF – 1973 boulevard de la Défense – 92000 NANTERRE – SA au capital de 29 343 640,56 € – RCS Nanterre 572 139 996 – APE 5221Z – Id. TVA FR 53 572 139 996
service client Ulys – CS 30531 – 13558 Saint-Martin-de-Crau Cedex – Tél. : 0970 823 033 (service gratuit • prix appel) – Site : uly's.com

CONDITIONS PARTICULIÈRES DE VENTE

les barrières de péage à une vitesse inférieure à 30 km/h et à maintenir une distance de sécurité avec le véhicule qui le précède.

Le non-respect des instructions ci-dessus peut entraîner une défaillance ou un dysfonctionnement du badge et entraîner des risques pour la sécurité du Titulaire.

4.3.4. Les conditions d'utilisation des infrastructures (accès aux parkings et aux ferries) peuvent inclure certaines restrictions supplémentaires concernant l'accès des véhicules. Le Titulaire devra s'informer sur ces conditions auprès des opérateurs concernés soit directement dans les installations ou sur leur site Internet.

4.4 Conditions communes en Espagne, Portugal et Italie - Réclamation

La société émettrice assure toutes les missions de service client Ulys et traitera les demandes d'information et les réclamations du Titulaire concernant l'option Espagne-Portugal et l'option Italie. La société émettrice reste la seule interlocutrice du Titulaire pour l'intégralité de la relation client. Toutefois, en dehors des éventuelles réclamations liées au paiement du péage, la société émettrice ne peut être tenue responsable des éventuelles actions et réclamations que le Titulaire pourrait engager contre les autres sociétés d'autoroutes et d'ouvrage à péage, et le cas échéant, contre les exploitants de parkings du Réseau Pagatelia et/ou du Réseau Telepass.

5- Modification de l'identification du Titulaire

Le Titulaire doit impérativement maintenir à jour l'ensemble de ses informations personnelles ainsi que celles de son véhicule. Le Titulaire peut modifier ses données d'immatriculation depuis son espace client ou par écrit (mail, courrier) auprès du service client Ulys.

6- Éléments de facturation

En cas de non utilisation du badge télépéage en France et/ou sur le Réseau Pagatelia et / ou sur le Réseau Telepass, pendant une période de 14 mois consécutifs, des frais de non utilisation sont automatiquement appliqués selon le barème tarifaire en vigueur. Ils sont payés lors du règlement de la facture du mois suivant ladite période de 14 mois consécutifs sans utilisation.

Il est rappelé que le Titulaire peut consulter le barème tarifaire de l'option Espagne-Portugal et de l'option Italie à tout moment dans son espace client ainsi que sur simple demande auprès du service client Ulys.

7- Modalités de facturation

Les informations relatives à l'utilisation du badge sur le Réseau Pagatelia et/ou sur le Réseau Telepass sont transmises à la société émettrice par les sociétés d'autoroutes et d'ouvrages à péage, et le cas échéant, les exploitants des parkings ou des ports, du Réseau Pagatelia et du Réseau Telepass concernés, lesquels émettent les factures correspondantes à destination de la société émettrice qui se chargera de les mettre à disposition du Titulaire via son espace client sur Internet.

Le Titulaire peut accéder durant 24 mois, à partir de son espace client sur Internet, à :

- la facture mensuelle établie par la société émettrice pour le montant global des transactions effectuées en France, sur le Réseau Pagatelia et le Réseau Telepass. Le montant inscrit sur cette facture est prélevé, en vertu du mandat de prélèvement SEPA, sur le compte bancaire du Titulaire par la société émettrice, dûment habilitée à en poursuivre le règlement pour le compte des sociétés d'autoroutes et d'ouvrages à péage et, le cas échéant des exploitants de parkings ou de ports, concernés, du Réseau Pagatelia et du Réseau Telepass,
- la facture mensuelle simplifiée des consommations effectuées sur le réseau Via-t en Espagne ainsi que le relevé détaillé des trajets,
- la facture mensuelle simplifiée des consommations effectuées sur le réseau Via Verde au Portugal ainsi que le relevé détaillé des trajets. L'édition de la facture simplifiée portugaise est plafonnée à 100 euros, en cas de dépassement, une nouvelle facture est éditée par les sociétés d'autoroutes et d'ouvrages à péage concernées, et mise à disposition du Titulaire par la société émettrice,
- la facture mensuelle des consommations effectuées sur le réseau Telepass en Italie ainsi que le relevé détaillé des trajets.

Il est précisé que les factures mensuelles des consommations et les relevés détaillés des trajets, effectués sur le Réseau Pagatelia et le Réseau Telepass, sont émises exclusivement sous format électronique.

La facture émise par les sociétés Pagatelia ou Telepass ne vaut pas solde de tout compte pour les transactions effectuées par le Titulaire pendant la période considérée sur le Réseau Pagatelia et/ou le Réseau Telepass. En effet, la société émettrice ne peut être tenue responsable des délais de mise à disposition des données de transactions transmises par les sociétés concessionnaires d'autoroutes en Espagne, au Portugal et/ou en Italie, à la société Pagatelia et à la société Telepass.

Le montant des transactions effectuées sur le Réseau Telepass est calculé par Telepass aux conditions et au tarif en vigueur au jour de la transaction.

8- Frais de gestion mensuels pour l'utilisation sur le Réseau Pagatelia (ESPAGNE / PORTUGAL) et /ou sur le Réseau Telepass (ITALIE)

L'option Espagne-Portugal et l'option Italie sont soumises à des frais de gestion mensuels pour l'utilisation du badge sur le Réseau Pagatelia et /ou sur le Réseau Telepass, dont le montant est fixé dans le barème tarifaire.

Ces frais sont facturés mensuellement pour chaque badge dès lors qu'un passage en voie de péage ou un stationnement dans un parking ou une entrée dans un port pour le transport en ferry acceptant le télépéage comme moyen de paiement, a été effectué sur le Réseau Pagatelia ou le Réseau Telepass dans le mois calendaire considéré. Les frais de gestion sont prélevés sur la dernière facture sur laquelle figurent lesdites transactions. La résiliation du contrat par le Titulaire en cours de mois ne donne pas droit à remboursement, même partiel, du montant des frais de gestion mensuels appliqués pour les trajets effectués sur le Réseau Pagatelia et/ou le Réseau Telepass.

9- Résiliation par le Titulaire

Le Titulaire informera la société émettrice de sa volonté de mettre fin à l'option Espagne-Portugal et l'option Italie en adressant une demande écrite auprès du service client Ulys. Le Titulaire devra alors demander le remplacement de son badge actuel par un badge non équipé de l'option Espagne-Portugal et l'option Italie auprès du service client Ulys. En l'absence de restitution dans les 30 jours, des frais de non-restitution sont facturés (voir barème tarifaire).

10- Résiliation par la société émettrice

En cas de suppression de l'option Espagne-Portugal et l'option Italie, la société émettrice en informera le Titulaire dans un délai raisonnable par tout moyen, en précisant la date à laquelle la suppression deviendra effective.

11- Informatique et libertés

Dans le cadre de l'option Espagne-Portugal et l'option Italie, le Titulaire est informé que lors de la souscription et au cours de l'exécution du contrat, des données à caractère personnel seront échangées entre la société émettrice et la société Pagatelia ainsi que

les sociétés Telepass et Autostrade per Italia. Ces données seront utilisées à des fins de gestion du contrat, dans ses différents aspects.

Le Titulaire du contrat est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, de limitation, de portabilité et d'effacement des données à caractère personnel le concernant. Ces droits s'exercent auprès de la société émettrice.

A compter de la résiliation du contrat, les données à caractère personnel collectées seront effacées au plus tard à l'issue des durées légales de prescription civile et des durées légales de conservation.

■ CONDITIONS PARTICULIÈRES DU PACK E-DRIVE

En souscrivant à e-Drive, le Titulaire bénéficie d'un bouquet de services nommé "Pack e-Drive", objet des présentes conditions particulières.

Il est expressément convenu que les présentes conditions particulières complètent et/ou dérogent aux conditions générales de vente et d'utilisation.

La société émettrice se réserve le droit d'apporter toutes modifications aux présentes conditions particulières notamment pour ajouter ou supprimer une des composantes du Pack e-Drive.

Le Titulaire en sera alors informé par écrit. Passé un délai de 15 jours après cette notification, l'utilisation du badge au péage mentionné à l'article II ci-dessus vaudra expressément acceptation des nouvelles conditions.

En cas de désaccord sur lesdites modifications, le contrat sera automatiquement résilié.

Le **Pack e-Drive** est constitué des services suivants :

1. Un Service d'information sur les bornes de recharge électrique et le bilan carbone de l'usager

- accès à toutes les informations de voltage et de disponibilité des 30 000 bornes du réseau de bornes de recharge électrique sur le territoire français

- visualisation des émissions de CO2 épargnées* sur les trajets parcourus en véhicule électrique sur le réseau autoroutier de l'ASFA (*source = ADEME 2019 - valeur moyenne des émissions de CO2/km d'un véhicule électrique et thermique en France)

2. Un service d'Assistance dépannage vous couvrant en cas de problème de batterie immobilisant sur un véhicule électrique, sur le réseau autoroutier de l'ASFA.

Le Titulaire d'un contrat e-Drive bénéficie d'une garantie « assistance dépannage » Il reconnaît avoir pris connaissance des modalités dans la notice reproduite ci-après. En cas de contradiction entre les dispositions figurant sur la notice d'information et les conditions particulières du Pack e-Drive, ces dernières prévalent.

GARANTIES ASSISTANCE DEPANNAGE - NOTICE D'INFORMATION DU CONTRAT D'ASSURANCE N°61 940 101 SOUSCRIT PAR ASF POUR LE COMPTE DES CLIENTS e-Drive

Notice d'information relative au contrat d'assurance pour compte n° 61 940 101 :

- **Souscrit** par Autoroutes du Sud de la France (ASF), Société anonyme, au capital de 29 343 640,56 euros, et immatriculée au RCS Nanterre sous le numéro 572 139 996, dont le siège social est situé 12, rue Louis Blériot - 92500 RUEIL-MALMAISON, (ci-après dénommée le « **Souscripteur** »),
- Par l'intermédiaire de **VERSPIEREN**, Société anonyme au capital de 1.000.000 euros. Siège social : 1, avenue François-Mitterrand - 59290 WASQUEHAL, France. Immatriculée au RCS de Lille sous le numéro 321 502 049 et à l'ORIAS sous le numéro 07.001.542 - <https://www.orias.fr> (ci-après dénommée le « **Courtier** »),
- Auprès d'**Allianz IARD**, Entreprise régie par le code des assurances - Société anonyme au capital de 991 967 200 euros Siège social : 1, cours Michelet-CS 30051-92076 Paris la Défense cedex - 542 110 291 RCS Nanterre, (ci-après dénommée l'« **Assureur** » ou le « **Nous** »).

Allianz a confié la gestion des garanties d'assistance au véhicule, la gestion des événements et de l'indemnisation à AWP SAS, ci-après désignée sous le nom commercial Allianz Assistance, au capital de 7 584 076,86 € 490 381 753 RCS Bobigny Siège social : 7, rue Dora Maar - 93400 Saint-Ouen Société de courtage d'assurances - Inscription ORIAS 07 026 669 - <http://www.orias.fr/>

Allianz a confié la gestion des garanties d'assurance à VERSPIEREN.

Vous bénéficiez du contrat d'assurance n° 61940 101 souscrit par ASF auprès d'Allianz IARD, par l'intermédiaire de VERSPIEREN, ayant pour objet de couvrir pendant la période de garantie définie à l'article 7 le titulaire d'un abonnement télépéage actif e-Drive et incluant les garanties suivantes :

- Assistance en cas d'Accident de la circulation,
- Assistance en cas d'incendie du véhicule,
- Assistance en cas de batterie motrice déchargée,
- Assistance en cas de panne ou de crevaison du véhicule,
- Assurance en cas d'impossibilité de recharger la batterie motrice du véhicule dans la journée.

Cette Notice d'information a pour objet de vous présenter les conditions d'assurance dont vous bénéficiez ainsi que les exclusions et modalités d'indemnisation en cas de sinistre.

ARTICLE 1 - DÉFINITIONS

Accident de la circulation : Toute atteinte au Véhicule, non intentionnelle et provenant de l'action soudaine et imprévisible rendant impossible son utilisation dans des conditions normales de sécurité.

Assuré : Le titulaire d'un abonnement télépéage actif e-Drive, disposant ou utilisant un véhicule électrique de moins de 3,5 Tonnes pour un usage personnel.

Autoroute : Voie exclusivement réservée à la circulation des véhicules automobiles, ne comportant qu'un nombre limité d'accès, établis de façon à éviter tout cisaillement et ne présentant aucun croisement à niveau. Par extension, sont également couvertes les voies concédées aux Sociétés d'Autoroute.

Batterie motrice : batterie électrique installée sur le véhicule électrique et destinée à le faire avancer.

Bénéficiaire : Le terme « Bénéficiaire » se réfère selon les cas

- A l'Assuré et/ou toute autre personne utilisant le véhicule avec l'accord de l'Assuré au moment du sinistre désigné(s) sur l'abonnement « e-Drive » (ci-après, le « Bénéficiaire assuré »),
- Aux Passagers

Crevaison : Tout échappement d'air (dégonflement ou éclatement) d'un pneumatique rendant impossible son utilisation dans des conditions normales de sécurité et ayant pour effet de provoquer l'Immobilisation du Véhicule sur le lieu de l'évènement.

Dépanneur agréé : Garagiste-dépanneur autorisé à exercer son activité sur autoroute après obtention d'un agrément délivré par la société concessionnaire d'autoroutes.

Domicile : Lieu de résidence principale situé en France

Garanties : Garanties mentionnées à l'article 4.

Ulys est une marque commune des sociétés d'autoroutes du Groupe VINCI (ARCOS, ASF, Cofiroute, Escota)

Votre abonnement télépéage e-Drive est géré par la société ASF

ASF - 1973 boulevard de la Défense - 92000 NANTERRE - SA au capital de 29 343 640,56 € - RCS Nanterre 572 139 996 - APE 5221Z - Id. TVA FR 53 572 139 996
service client Ulys - CS 30531 - 13558 Saint-Martin-de-Crau Cedex - Tél. : 0970 823 033 (service gratuit + prix appel) - Site : uly's.com

CONDITIONS PARTICULIÈRES DE VENTE

Immobilisation du véhicule – Véhicule immobilisé

Tout événement garanti rendant techniquement impossible l'utilisation du Véhicule ou empêchant l'utilisation du Véhicule dans les conditions prévues par le Code de la route ou dans les conditions figurant au manuel de conduite et d'entretien recommandé fourni par le constructeur automobile (affichage d'un voyant au tableau de bord du Véhicule). Cette défaillance aura pour effet de nécessiter obligatoirement un dépannage sur place ou un remorquage vers un réparateur qualifié pour y effectuer les réparations requises ou vers une borne de chargement sans franchise kilométrique.

L'Immobilisation doit être consécutive à la survenance d'un des événements suivants :

- Accident de la circulation,
- Incendie du Véhicule,
- Panne du Véhicule,
- Batterie motrice déchargée,
- Crevaillon du Véhicule.

Location avec Option d'Achat : service proposé à l'Assuré lui permettant d'acheter le véhicule de son choix par un organisme financier qui le met ensuite à sa disposition moyennant le versement d'un loyer mensuel fixé par contrat. En fin de contrat, l'Assuré dispose de la faculté de racheter le véhicule.

Location Longue Durée : location d'un véhicule sur une durée définie en contrepartie du versement d'un loyer mensuel

Panne : Toute défaillance mécanique, électrique, électronique ou hydraulique dont l'origine n'est pas un défaut d'entretien, ayant pour effet une Immobilisation immédiate du Véhicule.

Passager : Toute personne domiciliée en France se déplaçant dans le Véhicule lors de la survenance d'un événement garanti, soit à titre gratuit soit en ayant participé aux frais de route (covoiturage).

Le nombre de Passagers ayant la qualité de Bénéficiaire est limité au nombre de places (hors conducteur) indiquées sur le certificat d'immatriculation du Véhicule. Sont exclus les auto-stoppeurs et toute personne transportée dans le Véhicule lorsque ce dernier est mis en location entre particuliers (autopartage).

Période de garantie : Période mentionnée à l'article 7. Prise d'effet et période des garanties

Prestataire : Prestataire de services professionnels référencé par Allianz Assistance.

Reparateur agréé : Prestataire professionnel de la réparation automobile référencé par Allianz Assistance ou par l'assureur du Véhicule.

Transport : Tout déplacement non médicalisé s'effectuant par :

- train en 2^{de} classe sauf mention contraire,
- avion en classe économique,
- taxi (pour toute distance inférieure à cinquante (50km).

Véhicule : tout véhicule tel que défini à l'Article 3

ARTICLE 2 – OBJET DES GARANTIES

Les garanties e-Drive ont pour objet de vous couvrir pour toute Immobilisation survenant sur Autoroute, pendant la Période de garantie, pour :

- **L'Assistance aux véhicules,**

- **Une garantie d'Assurance « Frais d'hôtel »**

Dans les conditions, limites et exclusions prévues dans la présente Notice d'information.

Les garanties sont valables sous réserve :

du paiement de l'abonnement télépéage e-Drive; et d'un passage en voie de péage en utilisant le badge de télépéage e-Drive précédant la panne ou l'accident ou tout autre événement à l'origine de l'immobilisation du véhicule

Les garanties prennent effet à compter du passage en voie de péage en utilisant le badge de télépéage e-Drive. **Toute Immobilisation sur Autoroute, avant le 1^{er} passage en voie de péage en utilisant le badge de télépéage e-Drive ne sera donc pas garantie.** Les garanties s'appliquent uniquement sur les réseaux autoroutiers en France.

ARTICLE 3 – VÉHICULES ÉLIGIBLES

Sont éligibles aux présentes garanties : tous les véhicules électriques de moins de 3,5 Tonnes, équipés d'une batterie motrice.

Les véhicules éligibles peuvent appartenir à l'Assuré ou être pris en Location Longue Durée ou Location avec Option d'Achat.

Sont exclus tous les véhicules de plus de 3,5 Tonnes, les véhicules utilisés à des fins professionnelles, les véhicules en location courte durée et les campings cars.

ARTICLE 4 – EVENEMENTS GARANTIS

En cas d'immobilisation du véhicule garanti, les conditions de délivrance des garanties de la présente notice d'information sont mises en place et sont délivrées aux titulaires d'un abonnement télépéage e-Drive.

L'Immobilisation doit survenir sur Autoroute et être consécutive à la survenance d'un des événements suivants :

- Accident de la circulation,
- Incendie du Véhicule,
- Panne du Véhicule,
- Batterie motrice déchargée,
- Crevaillon du Véhicule.

ARTICLE 5 – RESUME DES PRESTATIONS ET PRISES EN CHARGE POUR L'ASSISTANCE AUX VEHICULES

Prestations	Prise en charge	Conditions et limites
IMMOBILISATION DU VEHICULE		
Dépannage sur place ou remorquage du Véhicule immobilisé	180 € TTC maximum en journée 300 € TTC maximum (nuit/jour férié/WE plafond)	Remorquage vers le garage qualifié ou agréé par la compagnie d'assurance le plus proche du lieu de l'évènement garanti. Limité à 2 interventions par période annuelle de garantie tous événements confondus.

Remorquage du Véhicule immobilisé vers une borne de chargement	180 € TTC maximum en journée 300 € TTC maximum (nuit/jour férié/WE plafond)	Remorquage vers une borne de chargement en cas de batterie motrice déchargée. Limité à 2 interventions par période annuelle de garantie tous événements confondus. Les frais de recharge restent à la charge du Bénéficiaire
Remorquage vers un second réparateur spécialisé véhicule électrique	180 € TTC maximum ou dans la limite du reliquat du plafond du premier remorquage	- Suite au remorquage sur autoroute organisé par Allianz Assistance, si le garage n'est pas en mesure de réparer le Véhicule et si la panne nécessite l'intervention d'un réparateur spécialisé véhicule électrique.
Retour au Domicile ou Poursuite du voyage des Bénéficiaires	Utilisation de la Solution Mobilité Verte	- Véhicule immobilisé plus de 24 heures ou/et nécessitant plus de 4 heures de main d'œuvre
Récupération du Véhicule réparé	Utilisation de la Solution Mobilité Verte	- Frais de péages et de carburant à la charge du Bénéficiaire. - Uniquement si la prestation « Retour au Domicile ou Poursuite du voyage » a été mise en place.
SOLUTION DE MOBILITE VERTE		
Solution de mobilité verte	Forfait de 150 € TTC maximum	- L'enveloppe est utilisable dans les 30 (trente) jours suivant l'immobilisation du Véhicule. - La solution de mobilité verte prend fin en tout état de cause dès que le Véhicule est réparé.
INFORMATIONS VEHICULES ELECTRIQUES		
Informations liées à l'utilisation d'un véhicule électrique	Illimité	- Utilisable à tout moment dès la souscription 24h/24 Prestation rendue par téléphone exclusivement.

ARTICLE 6 – GARANTIES

6.1 ASSISTANCE AUX VEHICULES

6.1.1 IMMOBILISATION DU VEHICULE

En cas d'immobilisation du véhicule, et sur simple appel téléphonique, Allianz Assistance met en œuvre les prestations ci-après :

- ❖ **Dépannage sur place ou remorquage exclusivement sur autoroute par un Prestataire du Véhicule immobilisé.**

Sur Autoroute et voies concédées, les frais de dépannage sur place ou remorquage avancés par le Bénéficiaire sont remboursés dans les conditions et limites fixées au tableau figurant à l'Article 5.

Les éventuels frais de réparation ou frais de changement de pneumatiques restent à la charge du Bénéficiaire.

- ❖ **Remorquage sur autoroute vers une borne de chargement sans franchise kilométrique**

En cas d'Immobilisation consécutive à une Batterie motrice déchargée, Allianz Assistance envoie un Prestataire et prend en charge le remorquage du Véhicule immobilisé vers une borne de chargement.

Les frais de recharge restent à la charge du Bénéficiaire.

- ❖ **Remorquage vers un second réparateur spécialisé véhicule électrique**

Si à la suite du diagnostic effectué, le réparateur initial où le Véhicule a été remorqué détermine que l'intervention d'un établissement spécialisé véhicule électrique est nécessaire, un second remorquage vers ce nouveau réparateur est alors pris en charge par Allianz Assistance.

- ❖ **Retour au Domicile ou Poursuite du voyage des Bénéficiaires (en utilisant la Solution Mobilité Verte)**

Transport aller-simple des Bénéficiaires vers le Domicile ou poursuite du voyage vers le lieu de destination dans la limite des frais qui seraient engagés pour le retour au Domicile du Bénéficiaire.

Si le Bénéficiaire opte pour la poursuite du voyage, le retour au Domicile ne sera pas pris en charge.

- ❖ **Récupération du Véhicule réparé (en utilisant la Solution Mobilité Verte)**

Transport aller-simple au départ du Domicile, du Bénéficiaire assuré ou d'une personne désignée par le Bénéficiaire assuré pour récupérer le Véhicule réparé.

Dans la limite de l'enveloppe mobilité verte, les frais de retour au domicile, les frais de péage, stationnement et gardiennage du Véhicule restent à la charge du Bénéficiaire.

6.1.2 – SOLUTION DE MOBILITE VERTE

Ulys est une marque commune des sociétés d'autoroutes du Groupe VINCI (ARCOS, ASF, Cofiroute, Escota)

Votre abonnement télépéage e-Drive est géré par la société ASF

ASF – 1973 boulevard de la Défense – 92000 NANTERRE – SA au capital de 29 343 640,56 € – RCS Nanterre 572 139 996 – APE 5221Z – Id. TVA FR 53 572 139 996
service client Ulys – CS 30531 – 13558 Saint-Martin-de-Crau Cedex – Tél. : 0970 823 033 (service gratuit + prix appel) – Site : uly's.com

CONDITIONS PARTICULIÈRES DE VENTE

En cas d'Immobilisation du Véhicule, Allianz Assistance organise et/ou prend en charge la/les solution(s) de mobilité écologique choisie(s) par le Bénéficiaire pendant la durée des réparations. Le Bénéficiaire peut opter exclusivement pour les solutions suivantes :

- Taxi : mise à disposition d'un taxi électrique ou hybride selon disponibilité. Si ce type de motorisation n'est pas disponible mise à disposition d'un taxi thermique.

- Train : réservation d'un billet de train

- Autre moyen de transport écologique : sur présentation de facture et sous réserve d'accord préalable le Bénéficiaire pourra se faire rembourser les frais (**hors frais de péage et de carburant**) liés à l'utilisation des modes de transport suivants : location de vélo classique ou électrique, location de trottinette électrique, tickets de transport en commun (tram, métro, bus), covoiturage, autopartage (voiture en libre-service), location de véhicule électrique.

Le montant de l'enveloppe est utilisable dans les 30 (trente) jours suivant l'Immobilisation du Véhicule.

La solution de mobilité est prise en charge pendant 30 (trente) jours maximum et prend fin en tout état de cause dès que le Véhicule est réparé.

Le coût de chaque service utilisé vient en déduction du montant de l'enveloppe disponible. Le Bénéficiaire peut contacter Allianz Assistance pour connaître le solde disponible et obtenir des conseils sur son utilisation.

Lorsque la totalité du montant de l'enveloppe a été utilisée ou qu'aucune nouvelle prestation ne peut être mise en place avec le solde, Allianz Assistance peut communiquer au Bénéficiaire les coordonnées de ses prestataires.

Le coût des services alors proposés reste à la charge du Bénéficiaire.

6.2 GARANTIE D'ASSURANCE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HOTEL

En cas d'impossibilité d'utiliser le véhicule dans la journée, à la suite d'une Immobilisation, nous prenons en charge le Remboursement des Frais d'hôtellerie consécutifs à cette impossibilité dans la limite de 150,00 € T.T.C.

ARTICLE 7 – PRISE D'EFFET ET PERIODE DES GARANTIES

Les garanties prennent effet à compter du passage en voie de péage en utilisant le badge de télépéage e-Drive.

Les garanties expireront de plein droit lorsque le véhicule quittera le réseau autoroutier français.

ARTICLE 8 – RESPONSABILITE

Allianz Assistance ne peut en aucun cas se substituer aux organismes locaux de secours d'urgence. Le Bénéficiaire ou ses proches doivent, en cas d'urgence, prendre contact directement et en priorité avec les services locaux de secours d'urgence.

Allianz Assistance ne sera pas tenue responsable des manquements ou contretemps à l'exécution de ses obligations qui résulteraient de cas de force majeure ou d'événements tels que guerres civiles ou étrangères, révolutions, instabilité politique notoire, représailles, embargos, sanctions économiques (Récapitulatif des mesures restrictives par pays disponible sur le site internet du Ministère de l'Economie et des Finances : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Ressources/sanctions-financieres-internationales>), mouvements populaires, émeutes, sabotage, terrorisme, grèves, saisies ou contraintes par la force publique, interdictions officielles, explosions d'engins, effets nucléaires ou radioactifs, empêchements climatiques graves et les événements imprévisibles d'origine naturelle.

Une information pour chaque pays est également disponible dans la rubrique « Conseil aux voyageurs » du site internet du Ministère des Affaires étrangères et du Développement international <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays/>

Elle s'efforcera néanmoins de tout mettre en œuvre pour venir en aide au Bénéficiaire. L'organisation par le Bénéficiaire ou par son entourage de l'une des assistances énoncées dans la présente notice ne peut donner lieu à remboursement que si Allianz Assistance a été prévenue et a donné son accord exprès.

Les frais exposés seront remboursés sur présentation des justificatifs originaux, dans la limite de ceux que Allianz Assistance aurait engagés pour organiser la prestation.

La responsabilité d'Allianz Assistance concerne uniquement les services qu'elle réalise en exécution de la présente notice. Elle ne sera pas tenue responsable des actes réalisés par les Prestataires intervenant auprès du Bénéficiaire en leur propre nom et sous leur propre responsabilité. Elle ne sera pas tenue responsable de l'inexécution ou de la mauvaise exécution de leurs obligations contractuelles consécutives à un cas de force majeure.

ARTICLE 9 – EXCLUSIONS

9.1 – POUR TOUTES LES GARANTIES sont exclus les sinistres

- survenus en dehors de la période de garantie
- survenus à l'extérieur de l'autoroute
- provoqués intentionnellement par un Bénéficiaire
- résultant de la participation du Bénéficiaire à un crime, un délit ou une rixe, sauf cas de légitime défense ;
- Qui sont la conséquence de
 1. la guerre civile ou étrangère, des émeutes, des mouvements populaires, des grèves, des prises d'otage, de la manipulation d'armes ;
 2. la consommation d'alcool par un Bénéficiaire et/ou l'absorption par un Bénéficiaire de médicaments, drogues et de toute substance stupéfiante mentionnée au Code de la santé publique, non prescrits médicalement ;
- Résultant de l'utilisation du véhicule à des fins professionnelles

9.2 – POUR TOUTES LES GARANTIES D'ASSISTANCE

9.2.1. Sont toujours exclus :

- les frais engagés sans l'accord préalable d'Allianz Assistance ;
- les frais non justifiés par des documents originaux ;

9.2.2. Exclusions spécifiques à L'ASSISTANCE AUX VEHICULES

Sont exclus :

- les conséquences de l'Immobilisation du Véhicule pour effectuer des opérations d'entretien, de contrôle, de révision, de pose d'accessoires, de remplacement de pièces d'usure ;

- les pannes du véhicule consécutives à l'absence de réparation à la suite du premier sinistre d'Allianz Assistance ;
- les Immobilisations dues à l'absence ou à la mauvaise qualité des lubrifiants ou d'autres liquides nécessaires au fonctionnement du Véhicule ;
- les déclenchements intempestifs d'alarme ;
- les chargements du Véhicule et des attelages.

9.3 – POUR LA GARANTIE D'ASSURANCE

Sont exclus :

- Les dépannages non pris en charge au titre de nos garanties d'Assistance

ARTICLE 10 – TERRITORIALITE

Les garanties s'appliquent sur l'ensemble des Autoroutes françaises, sous réserve que le sinistre survienne pendant la Période de garantie.

ARTICLE 11 – MISE EN ŒUVRE DES GARANTIES

11.1. Assistance aux véhicules

Besoin d'assistance ?

- **Contactez ALLIANZ ASSISTANCE :**
 - depuis la France métropolitaine au téléphone N° 01 40 25 53 65
- **Accès sourds et malentendants :** <https://accessibilite.votreassistance.fr> accessibles 24h/24 et 7j/7, sauf mention contraire dans la convention
- **Veillez indiquer lors de votre appel :**
 - le numéro de contrat d'assistance : « e-Drive n° 922 749 ».
 - Les nom et prénom du Bénéficiaire
 - L'adresse exacte du Bénéficiaire
 - Le numéro de téléphone auquel le Bénéficiaire peut être joint

11.2. Prise en charge de la garantie Remboursement des frais d'hôtel

En cas de frais d'hôtellerie à rembourser, le Bénéficiaire est invité à faire parvenir :

- Une déclaration sur l'honneur et circonstancié décrivant les circonstances de l'évènement

- La facture des frais d'hôtellerie

Au Service Sinistres e-Drive

1 avenue François-Mitterrand – 59290 Wasquehal

Téléphone : 03.20.45.71.00

E-mail : uly's-edrive@verspieren.com

Le Gestionnaire sinistres instruira le sinistre et remboursera la facture dans un délai maximum de 15 jours après réception de l'ensemble des pièces nécessaires au règlement du sinistre.

Le cas échéant, un expert pourra être commis pour chaque sinistre dans les délais les plus brefs et au plus tard dans les 3 jours qui suivent la déclaration écrite du sinistre.

Pour la garantie Remboursement des frais d'hôtel, la déclaration de sinistre par le Bénéficiaire devra être effectuée dans les 20 jours à compter du jour où il en a eu connaissance. **Si le sinistre n'est pas déclaré dans les délais prévus, sauf cas fortuit ou de force majeure, il y a déchéance du droit à indemnité, si l'Assureur établit que ce retard lui a causé un préjudice.**

Le Bénéficiaire perd tout droit à indemnité si, volontairement, il fait de fausses déclarations sur la date, la nature, les causes, circonstances ou conséquences du sinistre ou sur l'existence d'autres assurances pouvant garantir le sinistre.

Il en sera de même s'il emploie sciemment des documents inexacts comme justificatifs ou use de moyens frauduleux.

C'est à l'Assureur d'apporter la preuve de la fausse déclaration, de l'utilisation de documents inexacts comme justificatifs ou moyens frauduleux.

Si des indemnités ont déjà été payées elles devront être remboursées à l'Assureur.

ARTICLE 12 – SUBROGATION

Dès le paiement de l'indemnité par l'Assureur, les droits et actions du Bénéficiaire sont transmis à l'Assureur jusqu'à concurrence de l'indemnité versée (article L121-12 du code des assurances). Il y a subrogation en faveur de l'Assureur qui peut alors agir aux, lieu et place, du Bénéficiaire contre le responsable du sinistre.

Si du fait du Bénéficiaire, l'Assureur ne peut plus exercer la subrogation, l'Assureur peut être déchargé, en tout ou partie de ses engagements envers le Bénéficiaire. L'Assureur n'est plus tenu à garantie.

ARTICLE 13 – RECLAMATIONS-MEDIATION

Dans le cadre du présent Article, « vous » désigne l'Assuré ou le Bénéficiaire.

En cas de difficultés dans l'application des dispositions de la présente Notice d'information, vous êtes invité à contacter le Courtier Verspieren :

VERSPIEREN – DPAS – Réclamations Assurance ULYS

1 avenue François-Mitterrand – 59290 Wasquehal

E-mail : reclamationdpas@verspieren.com

Téléphone : 03.20.45.71.00

Si sa réponse ne vous satisfait pas, il vous suffit d'adresser un courriel à clients@allianz.fr ou un courrier à Allianz relations Clients - Case Courrier S1803 - 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex.

Vous n'êtes pas satisfait du traitement de votre réclamation ? Vous pouvez faire appel au Médiateur indépendant de l'assurance. Ses coordonnées sont les suivantes :

www.mediation-assurance.org ou LMA 50110 - 75441 Paris Cedex 09.

Votre demande auprès du Médiateur de l'assurance doit, le cas échéant, être formulée au plus tard dans le délai d'un an à compter de votre réclamation écrite auprès de nos services.

Vous avez toujours la possibilité de mener toutes autres actions légales.

Vous avez aussi la possibilité en qualité de consommateur ayant souscrit une offre de services par internet, de recourir à la plateforme de Règlement en Ligne des Litiges (RLL) de la Commission Européenne en utilisant le lien suivant : <http://ec.europa.eu/consumers/odr/>

ARTICLE 14 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre du présent Article :

Ulys est une marque commune des sociétés d'autoroutes du Groupe VINCI (ARCOS, ASF, Cofiroute, Escota)

Votre abonnement télépéage e-Drive est géré par la société ASF

ASF – 1973 boulevard de la Défense – 92000 NANTERRE – SA au capital de 29 343 640,56 € – RCS Nanterre 572 139 996 – APE 5221Z – Id. TVA FR 53 572 139 996
service client Ulys – CS 30531 – 13558 Saint-Martin-de-Crau Cedex – Tél. : 0970 823 033 (service gratuit + prix appel) – Site : uly's.com

CONDITIONS PARTICULIÈRES DE VENTE

-> « vous » désigne l'Assuré ou le Bénéficiaire
-> « nous » désigne l'Assureur

14.1 Qui est responsable de vos données ?

Allianz IARD, Entreprise régie par le code des assurances – Société anonyme au capital de 991 967 200 euros Siège social : 1, cours Michelet-CS 30051-92076 Paris la Défense Cedex - 542 110 291 RCS Nanterre
informatiqueetliberte@allianz.fr

14.2 Pourquoi recueillons-nous vos données personnelles ?

Vous êtes bénéficiaire du contrat d'assurance N° 61 940 101. Nous recueillons et traitons vos données personnelles dans le cadre de l'exécution de ce contrat d'assurance pour compte souscrit par Autoroutes du Sud de la France (ASF). Pourquoi ? Tout simplement parce qu'elles nous sont nécessaires pour respecter nos obligations légales et réglementaires, gérer votre affiliation et mieux vous connaître.

Gérer le contrat et respecter nos obligations légales et réglementaires

Vos données personnelles nous sont indispensables pour vous identifier comme pour conclure et exécuter le contrat qui vous couvre. En outre, nous avons besoin de vos données pour respecter en tout point les dispositions légales et administratives applicables à notre profession, entre autres dans le cadre de la lutte contre le blanchiment, la lutte anti-terrorisme et la fraude à l'assurance.

Vous trouverez ci-dessous les bases juridiques correspondant aux finalités de traitement

Finalités des traitements	Base légale
Passation, gestion et exécution du contrat d'assurance (y compris indemnisation en cas de sinistres).	Exécution du contrat
Exécution des obligations légales réglementaires et administratives en vigueur	Obligations réglementaires
Lutte anti-blanchiment et lutte contre le financement du terrorisme	Obligations réglementaires
Lutte anti-fraude	Exécution du contrat

Profilage

Nous pouvons être amenés à mettre en place des actions de profilage (scoring), dans le cadre de l'exécution du contrat pour notamment lutter contre la fraude à l'assurance ou vous proposer des garanties plus adaptées. Pour cela, nous pouvons traiter certaines de vos données personnelles liées notamment à vos habitudes de vie, à votre comportement ou à votre localisation.

14.3 Qui peut consulter ou utiliser vos données personnelles ?

Prioritairement les entreprises du groupe Allianz, ainsi que Verspieren, ASF, mais aussi les différents organismes publics et autres partenaires directement impliqués dans la conclusion, la gestion, l'exécution de votre adhésion.

Ces destinataires se situent parfois en dehors de l'Union européenne. En ce cas, nous mettons en œuvre des garanties spécifiques pour assurer la protection complète de vos données. Si vous souhaitez des informations sur ces garanties, écrivez-nous à l'adresse indiquée au paragraphe « Vos contacts ».

14.4 Combien de temps sont conservées vos données personnelles ?

Nous conservons vos données tout au long de la vie de votre affiliation. À son terme, elles sont conservées pendant le délai de prescription.

14.5 Données personnelles : quels sont vos droits ?

Consulter, modifier, effacer... Vous disposez de nombreux droits pour l'utilisation qui est faite de vos données :

- le droit d'opposition au traitement de vos données personnelles, lorsque celui-ci n'est pas contradictoire avec l'intérêt légitime du responsable de traitement ;
 - le droit d'accès à vos données personnelles et aux traitements de ces données par le responsable de traitement ;
 - le droit de rectification de vos données personnelles quand vous le souhaitez, notamment en cas d'erreurs ou de changements ;
 - le droit à l'effacement de vos données personnelles, lorsque leur conservation n'est plus nécessaire à la poursuite des finalités et que les délais de prescription réglementaires sont échus ;
 - le droit à une utilisation restreinte, lorsque les données ne sont pas nécessaires pour certains traitements ou en cas de litiges avec le responsable de traitement ;
 - le droit à la portabilité, c'est-à-dire la possibilité de communiquer vos données personnelles à la personne de votre choix, sur simple demande ;
 - le droit de changer d'avis, notamment pour annuler le consentement que vous avez donné pour l'utilisation commerciale de vos données ;
 - le droit de décider de l'utilisation de vos données personnelles après votre mort. Conservation, communication ou effacement... : vous désignez un proche, lui indiquez votre volonté et il la mettra en œuvre sur simple demande.
- Pour exercer votre droit d'accès aux données collectées dans le cadre de la lutte anti-blanchiment et anti-terroriste, adressez-vous directement à la CNIL.
- De manière générale, vous pourrez lire toutes les précisions sur le recueil et l'utilisation de vos données sur le site allianz.fr
- Enfin, le site de la CNIL vous renseignera en détail sur vos droits et tous les aspects légaux liés à vos données personnelles : www.cnil.fr.

14.6 Comment exercer vos droits ?

Pour exercer vos droits, vous devez vous adresser à l'une des adresses indiquées à la rubrique « Vos Contacts ». Pour envoyer une réclamation concernant le traitement de vos données personnelles, vous pouvez également écrire au DPO (Délégué à la Protection des Données Personnelles) du responsable de traitement à l'adresse indiquée à la rubrique « Qui est responsable de vos données ».

En cas de réclamation et si notre réponse ne vous satisfait pas, vous pouvez vous adresser à la CNIL.

14.7 Vos Contacts

Question, réclamation, demande de modification... Pour toutes ces situations, c'est très simple : il vous suffit d'écrire à

Verspieren - Délégué à la protection des données

1, avenue François Mitterrand 95290 Wasquehal

E-mail : dpo@verspieren.com

ARTICLE 15 - PRESCRIPTION

Les dispositions relatives à la prescription des actions dérivant du contrat d'assurance sont fixées par les articles L114-1 à L114-3 du Code des assurances reproduits ci-après :

Article L114-1 du Code des assurances

Toutes actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance. Toutefois, ce délai ne court :

1° En cas de réticence, omission, déclaration fautive ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance

2° En cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'Assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

La prescription est portée à dix ans dans les contrats d'assurance sur la vie lorsque le bénéficiaire est une personne distincte du souscripteur et, dans les contrats d'assurance contre les accidents atteignant les personnes, lorsque les bénéficiaires sont les ayants droit de l'assuré décédé.

La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription et par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre.

L'interruption de la prescription de l'action peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée ou d'un envoi recommandé électronique, avec accusé de réception, adressés par l'assureur à l'assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par l'assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité.

Article L114-2 du Code des assurances

La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription et par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre.

L'interruption de la prescription de l'action peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée ou d'un envoi recommandé électronique, avec accusé de réception, adressés par l'assureur à l'assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par l'assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité.

Article L114-3 du Code des assurances

Par dérogation à l'article 2254 du Code civil, les parties au contrat d'assurance ne peuvent, même d'un commun accord, ni modifier la durée de la prescription, ni ajouter aux causes de suspension ou d'interruption de celle-ci.

Les causes ordinaires d'interruption de la prescription visées à l'article L114-2 du Code des assurances sont énoncées aux articles 2240 à 2246 du Code civil reproduits ci-après.

Article 2240 du Code civil

La reconnaissance par le débiteur du droit de celui contre lequel il prescrivait interrompt le délai de prescription.

Article 2241 du Code civil

La demande en justice, même en référé, interrompt le délai de prescription ainsi que le délai de forclusion. Il en est de même lorsqu'elle est portée devant une juridiction incompétente ou lorsque l'acte de saisine de la juridiction est annulé par l'effet d'un vice de procédure.

Article 2242 du Code civil

L'interruption résultant de la demande en justice produit ses effets jusqu'à l'extinction de l'instance.

Article 2243 du Code civil

L'interruption est non avenue si le demandeur se désiste de sa demande ou laisse périmer l'instance, ou si sa demande est définitivement rejetée.

Article 2244 du Code civil

Le délai de prescription ou le délai de forclusion est également interrompu par une mesure conservatoire prise en application du code des procédures civiles d'exécution ou un acte d'exécution forcée.

Article 2245 du Code civil

L'interpellation faite à l'un des débiteurs solidaires par une demande en justice ou par un acte d'exécution forcée ou la reconnaissance par le débiteur du droit de celui contre lequel il prescrivait interrompt le délai de prescription contre tous les autres, même contre leurs héritiers.

En revanche, l'interpellation faite à l'un des héritiers d'un débiteur solidaire ou la reconnaissance de cet héritier n'interrompt pas le délai de prescription à l'égard des autres cohéritiers, même en cas de créance hypothécaire, si l'obligation est divisible. Cette interpellation ou cette reconnaissance n'interrompt le délai de prescription, à l'égard des autres codébiteurs, que pour la part dont cet héritier est tenu.

Pour interrompre le délai de prescription pour le tout, à l'égard des autres codébiteurs, il faut l'interpellation faite à tous les héritiers du débiteur décédé ou la reconnaissance de tous ces héritiers.

Article 2246 du Code civil

L'interpellation faite au débiteur principal ou sa reconnaissance interrompt le délai de prescription contre la caution.

Pour prendre connaissance de toute mise à jour éventuelle des dispositions précitées, nous vous invitons à consulter le site officiel www.legifrance.gouv.fr.

ARTICLE 16 - LANGUE DU CONTRAT

Le français est la langue utilisée pour la gestion du Contrat et pour les échanges qui interviendront pendant toute sa durée.

ARTICLE 17 - LOI APPLICABLE - TRIBUNAUX COMPETENTS

Les relations contractuelles sont régies par la loi française et principalement le Code des assurances.

Toute action judiciaire relative au présent contrat sera de la seule compétence des tribunaux français.

Toutefois si l'Assuré ou le Bénéficiaire est domicilié dans la Principauté de Monaco, les tribunaux monégasques seront compétents en cas de litige entre vous et nous.

ARTICLE 18 - AUTORITE DE CONTROLE

L'autorité chargée du contrôle des entreprises d'Assurances est l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), 4 Place de Budapest CS 92459 75436 PARIS CEDEX 09.

ARTICLE 19 - LUTTE ANTI-BLANCHIMENT

Les contrôles que nous sommes légalement tenus d'effectuer au titre de la lutte contre le blanchiment d'argent et contre le financement du terrorisme, notamment sur les mouvements de capitaux transfrontaliers, peuvent nous conduire à tout moment à vous demander des explications ou des justificatifs, y compris sur l'acquisition des biens assurés.

Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée par la loi du 6 août 2004 et au Code monétaire et financier, vous bénéficiez d'un droit d'accès aux données vous concernant en adressant un courrier à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

CONDITIONS GÉNÉRALES D'UTILISATION

■ TELEPASS S.P.A - CONDITIONS GÉNÉRALES D'UTILISATION DU SERVICE DE RECOUVREMENT DES PÉAGES

PRÉAMBULE

(a) Telepass S.p.A (ci-après « Telepass »), société de droit italien, à actionnaire unique, soumise à la direction et à la coordination d'Atlantia S.p.A, dont le siège social est situé Via Alberto Bergamini 50, 00159 Rome, Italie, dont le numéro de TVA est 09771701001, et dont le capital social est de 26 000 000,00 EUR, fournit, en vertu de ses accords avec le perceuteur de péage italien Autostrade per l'Italia S.p.A. et les entités de direction de certains opérateurs de parking et de transport par ferry affiliés (dénommées ci-après les « Perceuteurs de péage »), des services de paiement électronique en Italie.

(b) Par l'intermédiaire des services de paiement électronique fournis par Telepass, des personnes physiques ou morales (ci-après le(s) « Titulaire(s) ») étant autorisées, du fait de leurs accords avec des fournisseurs de services de paiement électronique en Espagne, au Portugal ou en France, à utiliser un Télébadage (doté d'un numéro de compte personnel NCP émis par Telepass qui identifie le Télébadage de manière unique) dédié aux services de paiement électronique interopérables (ci-après le « Télébadage »), sont habilitées à payer les droits, frais ou autres montants applicables (ci-après le « Péage ») perçus par les Perceuteurs de péage pour la circulation sur et/ou l'accès aux autoroutes, parkings et ports italiens pour le transport par ferry (ci-après le « Réseau Telepass »). Une liste des parkings et des accès aux ferries couverts par le service de paiement de Telepass est disponible sur le site www.telepass.com et dans les points de vente « Punto Blu » (liste disponible sur le site www.telepass.com). La liste des parkings et des ports pour le transport par ferry peut être mise à jour par Telepass à tout moment. Les catégories de véhicules suivantes (ci-après les « Véhicule(s) ») sont autorisées à accéder au réseau Telepass :

- motocycles et tricycles de plus de 150 cc, y compris équipés d'un side-car ;
- véhicules à double essieu, avec remorque, d'un poids de 3,5 tonnes ou inférieur et d'une hauteur de 2 à 3 mètres.

Le Titulaire doit être conscient que les conditions d'utilisation des infrastructures (accès aux parkings et aux ferries) peuvent inclure certaines restrictions supplémentaires concernant l'accès des Véhicules. Des indications à cet égard sont fournies par les opérateurs concernés dans les installations concernées et/ou sur leur site Internet. Le Titulaire, pour accéder au Réseau Telepass, (i) doit accepter les présentes conditions générales, par l'intermédiaire du fournisseur de services de paiement électronique avec laquelle le Titulaire a signé un contrat d'abonnement permettant l'utilisation d'un Télébadage (ci-après la « Société émettrice ») ; (ii) doit accepter les conditions générales d'utilisation de la partie du réseau Telepass sous l'autorité d'Autostrade per l'Italia S.p.A. (ci-après les « CG Autostrade ») et (iii) doit respecter les règles d'utilisation des opérateurs de parking et de transport par ferry affiliés fournies par les opérateurs mentionnés dans les installations concernées et/ou sur leur site Internet.

1. Généralités

Les présentes conditions générales régissent l'utilisation du Télébadage dans le réseau Telepass. Le Titulaire reconnaît expressément que Telepass et la Société émettrice restent étrangers à la relation entre le Titulaire et les Perceuteurs de péage pour les questions concernant, notamment, la violation des règles d'utilisation des autoroutes italiennes, des parkings et des transports par ferry affiliés, la facturation des Péages et de tout autre montant additionnel et/ou l'application de remises qui sont gérées exclusivement par les Perceuteurs de péage.

Par conséquent, pour toute réclamation découlant de ces relations, ainsi que pour l'exercice des droits qui y sont liés, le Titulaire doit se tourner exclusivement vers les Perceuteurs de péage, et dégage de toute responsabilité la Société émettrice et/ou Telepass concernant l'utilisation correcte par le Titulaire des services fournis par les Perceuteurs de péage, y compris dans les cas où les paiements correspondants ont déjà été effectués à l'aide du Télébadage. Les ordres de paiement transmis au moyen du Télébadage sont irrévocables et, par conséquent, le Titulaire reste tenu d'effectuer les paiements correspondants.

2. Utilisation du Télébadage dans le réseau Telepass

L'accès au réseau Telepass est accordé uniquement aux Véhicules du Titulaire dont les plaques d'immatriculation ont été enregistrées par les canaux de service mis à disposition par la Société émettrice. Dans le réseau Telepass, chaque Télébadage ne peut être associé qu'à une seule plaque d'immatriculation et une même plaque d'immatriculation ne peut pas être associée à plus d'un Télébadage. Le Titulaire s'engage à informer Telepass sans délais, par l'intermédiaire de la Société émettrice, de toute modification des données le concernant, y compris les données relatives à ses documents d'identité et toute modification de la plaque d'immatriculation du Véhicule associé au Télébadage. Les données peuvent être mises à jour en utilisant les canaux du service client mis à disposition par la Société émettrice.

Si un Titulaire souhaite utiliser un Télébadage pour régler des Péages, il doit accéder à la partie concernée du réseau Telepass par les voies spécifiquement équipées, identifiables par une signalisation horizontale et verticale portant le logo « Telepass ».

(i) Réseau national italien des autoroutes à péage

Pour l'utilisation des Télébadages sur le réseau national italien des autoroutes à péage, veuillez consulter les CG Autostrade.

(ii) Parkings affiliés

L'utilisation du Télébadage dans les parkings affiliés permet au Titulaire :

- a) d'entrer dans le parking affilié sans acheter ou retirer un ticket d'entrée ;
- b) de payer le stationnement à la barrière de sortie dûment équipée sans avoir à signer une autorisation de facturation du montant concerné ni à entrer un code.

Le Titulaire doit s'approcher des barrières dédiées (portant le logo Telepass), en suivant les instructions pour le passage et les indications fournies par l'affichage horizontal et vertical placé à l'entrée et à la sortie du parking affilié. En particulier, pour des raisons de sécurité et afin de permettre la collecte des données ainsi que l'identification et l'autorisation correctes du Télébadage, le Titulaire doit ralentir, à proximité des barrières d'entrée et de sortie dédiées, et s'arrêter si nécessaire en attendant l'ouverture de la barrière donnant accès au parking affilié ou permettant d'en sortir. Ces opérations peuvent être guidées par des messages vocaux et visuels éventuellement fournis par les systèmes automatisés des barrières et/ou des bornes de stationnement.

À la sortie, le Titulaire peut demander un reçu attestant du séjour de stationnement et du paiement correspondant en appuyant sur le bouton approprié placé sur la barrière dûment équipée. Si le Télébadage a été désactivé en raison d'un signallement de vol ou de perte, ou d'une suspension ou d'une révocation de l'autorisation d'utilisation, le Titulaire doit, pour accéder au parking affilié, prendre le ticket et payer en utilisant des moyens de paiement autres que le Télébadage à la sortie ; si l'autorisation est refusée à la sortie, le Titulaire doit se présenter à la caisse ou au comptoir d'information de l'entité de gestion du parking affilié avec le Télébadage et utiliser un autre mode de paiement.

(iii) Opérateurs de transport par ferry affiliés

L'utilisation du Télébadage dans la voie dûment équipée permet l'émission d'un billet pour le transport de véhicule par ferry privé et le paiement correspondant, y compris tous les frais supplémentaires applicables.

Afin d'effectuer l'opération de paiement pour le transport en ferry privé par des sociétés de transport par ferry affiliées, le Titulaire doit s'approcher de la voie réservée (portant le logo Telepass) en suivant les instructions fournies par l'affichage horizontal et vertical sur la voie. En particulier, pour des raisons de sécurité et afin de permettre la collecte des données ainsi que l'identification et l'autorisation correctes du Télébadage, le Titulaire doit ralentir, à proximité de la voie dédiée et s'arrêter afin de fournir les informations pertinentes, le cas échéant, à l'interface utilisateur, et attendre la délivrance d'un ticket, l'ouverture de la barrière et le signal vert. De telles opérations sont guidées par des messages visuels qui peuvent être fournis par le système d'interface utilisateur automatique. Un lien audio avec un opérateur est en outre fourni pour communiquer avec le Titulaire sur demande.

Si le Télébadage a été désactivé en raison d'un signallement de vol ou de perte, ou d'une suspension ou d'une révocation de l'autorisation d'utilisation, le Titulaire peut avoir accès au transport en ferry par les sociétés de ferry affiliées après avoir acheté et récupéré un billet à la billetterie et/ou à la caisse de la société affiliée.

3. Perte ou vol du Télébadage

En cas de vol ou de perte du Télébadage, le Titulaire doit immédiatement en informer Telepass en utilisant les canaux du service client mis à sa disposition par la Société émettrice. Le Titulaire n'est plus tenu au paiement des Péages à compter de la réception de ladite notification par Telepass. Telepass n'est pas responsable envers le Titulaire en cas de notification tardive par la Société émettrice de l'un des événements ci-dessus.

4. Émission et remise des documents de facturation

Les Péages pour l'utilisation du réseau Telepass sont facturés au Titulaire par les Perceuteurs de péage et mis à la disposition du Titulaire par la Société émettrice selon le cycle de facturation convenu avec celui-ci. Les Péages peuvent être facturés par les Perceuteurs de péage jusqu'à 12 mois après le trajet/l'utilisation.

Le Péage appliqué sur la facture est celui en vigueur au moment du trajet/de l'utilisation du Réseau Telepass.

Toute communication concernant une réclamation relative aux montants imputés et facturés doit être transmise à Telepass, en utilisant les canaux du service client mis à disposition par la Société émettrice, dans les 60 jours suivant la date de réception de la facture par le Titulaire. Les montants indiqués dans les factures sont perçus auprès du Titulaire par la Société émettrice selon les modalités de paiement convenues avec celui-ci et réglés par la Société émettrice elle-même.

5. Résiliation

En cas de résiliation du contrat d'abonnement au service, signé avec la Société émettrice, le Titulaire n'est plus autorisé à utiliser le Télébadage pour le paiement électronique des Péages sur le Réseau Telepass et les présentes Conditions générales sont automatiquement résiliées. Le Titulaire est habilité à résilier la prestation du service en transmettant une notification à cet égard à Telepass par l'intermédiaire de la Société émettrice.

Telepass a le droit de résilier la prestation du service avec effet immédiat (conformément à l'article 1456 du Code civil italien) en cas :

- d'utilisation du service par des entités non autorisées (autres que le Titulaire) ou par des véhicules non autorisés ;
- d'utilisation frauduleuse du Télébadage pour éviter le paiement des Péages dus ;
- de fausse déclaration de vol/perte du Télébadage ;
- d'absence de mise à jour par le Titulaire des données et informations qui le concernent.

Le Titulaire est informé de la résiliation par la Société émettrice.

Telepass n'est pas responsable envers le Titulaire en cas de notification tardive par la Société émettrice de l'un des événements ci-dessus.

6. Relations avec Telepass

En l'absence de communication en temps opportun de tout changement, effectuée en utilisant les canaux du service client de la Société émettrice, l'adresse fournie à Telepass par le Titulaire par l'intermédiaire de la Société émettrice est considérée à toutes fins, comme l'Adresse du Titulaire. Le Titulaire s'adresse à la Société émettrice pour le support de premier niveau. Néanmoins, le Titulaire peut contacter Telepass à l'adresse suivante : Telepass S.p.A. Customer Care – P.O. – Box 2310 Succursale 39-50123 Florence, fax : +39 055 420 2373 ou (+39) 055 420 2734.

7. Communication périodique et amendements des présentes conditions générales

Telepass peut amender les présentes Conditions générales afin de rendre le service conforme à toute nouvelle exigence de nature administrative, technique ou de gestion, en informant le Titulaire par l'intermédiaire de la Société émettrice, 30 jours au moins avant l'entrée en vigueur des nouvelles règles. La date de prise d'effet desdits amendements doit être indiquée. Si le Titulaire n'est pas d'accord avec les amendements proposés, il est habilité à se rétracter des présentes Conditions générales avec effet immédiat dans les soixante (60) jours à compter de la réception de la proposition de modification unilatérale du contrat sans encourir de pénalités, et les conditions préalablement applicables sont valides jusqu'à la cessation de la relation contractuelle. Si le Titulaire ne se rétracte pas pendant la période stipulée, les modifications sont considérées comme acceptées. En cas de rétractation, le Titulaire n'est plus autorisé à utiliser le Télébadage pour le paiement électronique des Péages sur le Réseau Telepass et les présentes conditions générales sont automatiquement résiliées.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables en cas d'amendements prescrits par les normes légales et/ou par les décisions impératives des autorités compétentes, qui sont applicables avec effet immédiat de la manière et dans les délais prévus par les dispositions réglementaires introduisant lesdits amendements sans avis préalable.

Les présentes conditions générales sont contraignantes pour le Titulaire à compter de la date de signature du présent formulaire ou, sans préjudice des dispositions de la clause ci-dessus, à compter de la date d'entrée en vigueur de celui-ci.

8. Loi applicable

La loi italienne est applicable à la relation entre Telepass et le Titulaire sans préjudice de l'application des dispositions relatives à la protection du consommateur auxquelles il ne peut pas être dérogé par accord en vertu de la loi.

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ CONCERNANT LE TRAITEMENT DES DONNÉES

conformément à l'article 13 du décret législatif no 196/2003

1. Veuillez noter que le numéro de compte personnel émis par la société Telepass SpA, telle qu'identifiée ci-dessous (ci-après « Telepass »), qui identifie de façon univoque le dispositif de paiement électronique interopérable (ci-après le « Télébadage ») est mis à disposition du Titulaire aux termes d'un accord avec un fournisseur de services de paiement électronique (ci-après la « Société émettrice ») — et permet l'identification du Titulaire par Telepass, et les données personnelles fournies par le Titulaire ou par la Société émettrice sont

CONDITIONS GÉNÉRALES D'UTILISATION

collectées et peuvent être utilisées et traitées — sur papier, électroniquement et par ordinateur — par Telepass, qui agit en tant que Contrôleur de données conformément aux dispositions de l'Article 28 du décret législatif 196/2003, par son personnel, agissant en tant que responsable du traitement des données, à des fins liées à la gestion de la présente relation contractuelle.

2. Les données personnelles sont par ailleurs traitées par Telepass à des fins de compilation et de transmission des listes de trajets ; il convient de noter que les données relatives à la liste de trajets sont transmises électroniquement par Telepass au Titulaire par l'intermédiaire de la Société émettrice, au nom des concessionnaires d'autoroutes, des parkings affiliés et des opérateurs de ferry affiliés.

3. Les données personnelles du Titulaire sont communiquées par Telepass aux concessionnaires d'autoroutes qui gèrent les autoroutes sur lesquelles ont eu lieu les trajets et les postes de péage où le Télébadage peut être utilisé, ainsi qu'aux Opérateurs de parking et de transport par ferry affiliés.

4. Les activités administratives sont effectuées pour le compte de Telepass par Esse Di Esse-Società di Servizi S.p.A, désigné à cette fin comme Processeur de données pour le compte de Telepass.

5. Sauf dans les cas prévus par les dispositions ci-dessus, les données personnelles collectées et sauvegardées dans des bases de données par Telepass ne font l'objet d'aucune communication, sauf dans les cas prévus par le contrat et conformément aux dispositions légales applicables et de la manière autorisée par celles-ci.

De plus, Telepass, afin d'assurer le bon fonctionnement de toutes les activités liées à la fourniture de son service, peut, le cas échéant, effectuer les opérations de traitement des données susmentionnées en ayant recours à d'autres sociétés de son groupe ou à des sociétés tierces, après les avoir nommées comme processeurs de données.

6. En ce qui concerne le traitement de données susmentionnées, le Titulaire est habilité à exercer ses droits aux termes de l'article 7 de la loi applicable susmentionnée et, en particulier, à exiger la suppression des données traitées en violation des règles ci-dessus et d'exiger une mise à jour et/ou une correction de ses données personnelles, de la manière et dans les cas prévus par les dispositions légales pertinentes. De plus, si le Titulaire met fin au service, il/elle peut demander à tout moment la suppression complète de toutes les données qu'il/elle a fournies, à l'exception des données qui doivent être conservées pendant une certaine période conformément à la législation en vigueur. Ces droits peuvent être exercés par lettre recommandée ou par fax en utilisant les coordonnées suivantes : Telepass S.p.A. Customer Care – P.O. - Box 2310 Succursale 39-50123 Florence, fax : +39 055 420 2373 ou (+39) 055 420 2734.

7. Le Contrôleur de Données est Telepass S.p.A, et l'entité en charge des activités administratives est, comme indiqué ci-dessus, Esse Di Esse - Società di Servizi S.p.A, toutes deux domiciliées à Rome, Italie, Via Bergamini, 50.

■ AUTOSTRADE PER L'ITALIA S.P.A. - CONDITIONS GÉNÉRALES D'ACCEPTATION ET D'UTILISATION DU SERVICE DE TÉLÉPÉAGE INTEROPÉRABLE POUR LE PAIEMENT DIFFÉRÉ DES PÉAGES SUR LES AUTOROUTES À PÉAGE ITALIENNES

PRÉAMBULE

Autostrade per l'Italia S.p.A. (ci-après « ASPI »), société soumise à la direction et à la coordination d'Atlantia S.p.A., au capital social de 622 027 000 euros, ayant son siège social Via A. Bergamini, 50 - 00159 Rome (IT), immatriculée au registre des sociétés de Rome sous le numéro de TVA, numéro de contribuable et numéro d'enregistrement 07516911000, concessionnaire pour la construction et l'exploitation d'autoroutes conformément à l'accord unique signé le 12 octobre 2007, approuvé par la loi italienne no 101 du 6 juin 2008, autorise le paiement différé des péages aux barrières d'entrée et de sortie des autoroutes à péage italiennes, conformément aux accords conclus avec différents concessionnaires d'autoroutes.

Le service de télépéage interopérable avec paiement différé n'est accessible qu'aux personnes physiques ou morales (ci-après le(s) « Titulaire(s) ») qui ont convenu (i) avec un Opérateur (tel que défini ci-après) des conditions d'utilisation d'un Télébadage de paiement électronique interopérable doté d'un numéro de compte personnel « NCP » émis par Telepass S.p.A., fournisseur italien de services de paiement électronique, qui identifie de façon unique le Télébadage lui-même (ci-après le « Télébadage ») et (ii) avec Telepass S.p.A. des conditions générales pour l'utilisation du Télébadage/NCP sur le réseau autoroutier italien.

Le Titulaire s'engage à respecter les procédures suivantes pour la circulation sur des voies dédiées et/ou bi-modes, identifiables par une signalisation horizontale et verticale portant le logo « Telepass » (ci-après les « Voies Telepass ») à l'entrée et à la sortie du réseau autoroutier italien.

1. CONDITIONS GÉNÉRALES

1.1 ASPI permet au Titulaire d'utiliser un Télébadage pour payer ses trajets sur les autoroutes à péage à l'aide de véhicules et/ou de motocyclettes d'une cylindrée d'au moins 150 cc, dont les plaques d'immatriculation ont été associées au Télébadage utilisé par le Titulaire du service. Chaque Télébadage ne peut être associé qu'à une seule plaque d'immatriculation (y compris pour les motocyclettes) et une plaque d'immatriculation ne peut être associée qu'à un seul Télébadage.

1.2 Le Titulaire s'engage à informer ASPI dans les meilleurs délais, par l'intermédiaire du fournisseur de services de télépéage avec lequel le Titulaire a signé le contrat d'abonnement, de tout changement concernant ses données. En particulier, le Titulaire s'engage à informer à l'avance ASPI, par l'intermédiaire du fournisseur de services de télépéage avec lequel le Titulaire a signé le contrat de souscription (ci-après l'« Opérateur »), de toute modification de la plaque d'immatriculation du véhicule associée au Télébadage. Les données peuvent être mises à jour en utilisant les canaux du service client mis à disposition par la Société émettrice.

1.3 ASPI se réserve le droit, à tout moment, de résilier l'acceptation des Télébadages pour le paiement différé des péages, en informant le Titulaire, par l'intermédiaire de la Société émettrice, avec un préavis de deux mois.

2. UTILISATION DES SYSTÈMES DE POSTES DE PÉAGE

2.1 L'utilisation des Télébadages est possible sur l'ensemble du réseau autoroutier italien, sous réserve qu'ils soient utilisés pour le passage sur des Voies Telepass réservées, à la fois pour l'entrée et la sortie du réseau autoroutier italien, et sous réserve que les Télébadages et les véhicules associés soient autorisés à la circulation.

2.2 Lorsqu'un Titulaire entre par une barrière de péage équipée d'une Voie Telepass et sort par une barrière de péage dans laquelle, pour une raison quelconque, le service Telepass n'est pas disponible, ledit Titulaire doit déclarer la barrière de péage de provenance au personnel sur site du péage.

2.3 Si, au contraire, le Titulaire, après être entré par une barrière de péage équipée d'une Voie Telepass, sort par une barrière entièrement automatisée (sans Voie Telepass),

le Titulaire doit utiliser une Voie libre-service portant le logo « Viacard », appuyer sur le bouton de demande d'assistance et déclarer la station de péage de provenance par interphone au personnel du poste de péage. Dans les deux cas ci-dessus, le péage pour le trajet déclaré ou, s'il est différent, le trajet effectivement effectué, tel qu'établi par des contrôles effectués par ASPI, est imputé au Titulaire sur sa facture ou en lui envoyant un rapport de défaut de paiement du péage (Formulaire PE-07).

2.4 S'il n'est pas possible d'utiliser le Télébadage à une barrière d'entrée parce que le service est temporairement indisponible, le Titulaire doit prendre le ticket d'entrée et, pour pouvoir déclarer correctement le trajet effectué au moment de la sortie, utiliser une Voie bi-mode (Voie en libre-service marquée d'un logo « Viacard » chevauchant le service Telepass), et insérer le ticket dans la fente prévue à cet effet ; le numéro d'identification du Télébadage est alors récupéré automatiquement par le système du poste de péage. Si aucune Voie de type bi-mode n'est disponible, le Titulaire doit sortir par une Voie gérée par le personnel du poste de péage, à qui le Titulaire doit remettre le ticket et déclarer que le véhicule est équipé d'un Télébadage. ASPI vérifie alors le montant dû pour le trajet aux fins de facturation.

2.5 Lorsque la barrière d'entrée du système de péage n'est pas enregistrée sur le Télébadage du Titulaire, le trajet est réputé avoir été effectué en violation des règles d'utilisation de l'autoroute à péage. Le système de Voies détecte automatiquement la plaque d'immatriculation du véhicule effectuant le trajet en utilisant un équipement d'enregistrement vidéo installé dans les postes de péage et le Titulaire est tenu de payer un péage calculé à partir de la gare de péage la plus éloignée de la gare de sortie, conformément à l'article 176 du décret législatif italien no 285 du 30 avril 1992 portant adoption du Code de la route italien (Codice della Strada), sans préjudice de l'application des sanctions administratives prévues par lesdites règles. Dans tous les cas, le Titulaire a le droit d'apporter la preuve du poste d'entrée réel dans le but de définir le montant effectivement dû.

2.6 Le Titulaire est tenu de respecter les procédures d'approche, en entrant et en sortant des Voies Telepass. En particulier, pour des raisons de sécurité et afin de permettre la collecte de données par les systèmes installés sur les Voies, le Titulaire s'engage à passer les barrières de péage à une vitesse inférieure à 30 km/h et à maintenir une distance de sécurité avec le véhicule qui le précède.

2.7 L'utilisation des Télébadages installés sur des motocyclettes d'une cylindrée supérieure à 150 centimètres cubes n'est autorisée qu'en utilisant les Voies spécialement conçues pour ces véhicules et marquées d'une signalisation horizontale représentant une image stylisée de trois motocyclettes et équipées d'une demi-barrière levante. Le Titulaire s'engage à installer le Télébadage sur la motocyclette comme indiqué dans le manuel d'utilisation du Télébadage (fourni au Titulaire lors de la signature du contrat d'abonnement avec la Société émettrice), à n'utiliser que les Voies Telepass équipées pour le passage d'une motocyclette lorsqu'il la conduit, et à s'abstenir d'utiliser ces Voies lorsque le feu de circulation au-dessus ou à côté de la Voie en question est rouge et à toujours maintenir une distance de sécurité avec le véhicule qui le précède.

Le non-respect des instructions ci-dessus peut entraîner une défaillance ou un dysfonctionnement du Télébadage et entraîner des risques pour la sécurité du Titulaire.

3. ÉTABLISSEMENT ET DÉLIVRANCE DES DOCUMENTS DE FACTURATION ET DE LA LISTE DE TRAJETS

3.1 ASPI établit les factures ou autres documents équivalents pour les montants des péages concernant les trajets effectués avec le Télébadage. Les factures sont mises à la disposition du Titulaire par la Société émettrice conformément au cycle de facturation convenu dans le contrat d'abonnement signé par le Titulaire.

3.2 Les tarifs de péage appliqués sur la facture sont ceux en vigueur au moment du trajet. Toute modification du régime fiscal entraîne l'application ultérieure de différents péages, et les dates d'entrée en vigueur correspondantes sont stipulées dans les dispositions applicables.

3.3 Toute communication sur une réclamation relative aux montants facturés doit être transmise par le Titulaire par l'intermédiaire de la Société émettrice dans les 90 jours à compter de l'émission de la facture.

4. RÉSILIATION DE LA RELATION CONTRACTUELLE

4.1 En cas de résiliation du contrat d'abonnement signé avec la Société émettrice ou de résiliation de la relation avec le prestataire de services de télépéage italien (Telepass S.p.A.), le Titulaire n'est plus autorisé à utiliser le Télébadage pour le paiement électronique des péages autoroutiers sur le réseau autoroutier italien et les présentes conditions générales prennent automatiquement fin.

4.2 De plus, le Titulaire n'est pas autorisé à utiliser le Télébadage pour le paiement électronique des péages autoroutiers en Italie si la Société émettrice l'a désactivé à cause, par exemple d'un signalement de vol ou de perte, d'une suspension ou d'une révocation de l'autorisation d'utilisation (telle que prévue dans le contrat d'abonnement signé par le Titulaire avec la Société émettrice) ou si le Télébadage délivré au Titulaire n'est plus autorisé pour le paiement électronique des péages autoroutiers en Italie conformément aux présentes conditions générales, ou si le système de péage est accessible à des utilisateurs non autorisés et/ou utilisant des véhicules non autorisés, ou en cas d'absence de mise à jour des données concernant l'utilisateur, y compris la fourniture de données incorrectes.

4.3 Le Titulaire peut résilier les présentes conditions générales en résiliant le contrat avec le prestataire de services de télépaiement italien (Telepass S.p.A.).

5. RELATIONS AVEC ASPI

5.1 En l'absence de communication en temps opportun de tout changement, y compris en utilisant les canaux du service client de la Société émettrice, l'adresse fournie à ASPI par le Titulaire par l'intermédiaire de la Société émettrice est considérée à toutes fins, y compris à des fins fiscales, comme l'adresse du Titulaire.

5.2 Le Titulaire s'adresse à la Société émettrice pour le support de premier niveau. Néanmoins, le Titulaire peut contacter ASPI à l'adresse suivante : Autostrade per l'Italia S.p.A. Customer Care – P.O. - Box 2310 Succursale 39-50123 Florence, fax : (+39) 055 420 2373 ou (+39) 055 420 2734.

5.3 ASPI peut amender les présentes conditions générales afin de rendre le service conforme à toute nouvelle exigence de nature administrative, technique ou de gestion, en informant le Titulaire par l'intermédiaire de la Société émettrice. Dans de tels cas, la date d'entrée en vigueur de ces modifications doit être indiquée et le Titulaire est habilité à résilier les présentes conditions générales en résiliant les conditions générales émises par Telepass S.p.A., comme indiqué ci-dessus.

5.4 Les présentes conditions générales sont contraignantes pour le Titulaire à compter de la date de signature du présent formulaire ou, sans préjudice des dispositions de la clause 5.3 ci-dessus, à compter de la date d'entrée en vigueur de celui-ci.

6. LOI APPLICABLE

La loi italienne est applicable à la relation entre ASPI et le Titulaire sans préjudice de l'application des dispositions relatives à la protection du consommateur auxquelles il ne peut pas être dérogé par accord en vertu de la loi.

Ulys est une marque commune des sociétés d'autoroutes du Groupe VINCI (ARCOS, ASF, Cofiroute, Escota)

Votre abonnement télépéage e-Drive est géré par la société ASF

ASF – 1973 boulevard de la Défense – 92000 NANTERRE – SA au capital de 29 343 640,56 € – RCS Nanterre 572 139 996 – APE 5221Z – Id. TVA FR 53 572 139 996
service client Ulys – CS 30531 – 13558 Saint-Martin-de-Crau Cedex – Tél. : 0970 823 033 (service gratuit • prix appel) – Site : uly.com

CONDITIONS GÉNÉRALES D'UTILISATION

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ CONCERNANT LE TRAITEMENT DES DONNÉES

Conformément à l'article 13 du décret législatif italien 196/2003

1. Veuillez noter que les données personnelles fournies par le Titulaire ou par la Société émettrice avec laquelle le Titulaire a signé un contrat d'abonnement pour la fourniture de services de paiement interopérables (ci-après la « Société émettrice »), ainsi que celles relatives à l'utilisation du Télébadage dédié aux services interopérables de paiement (ci-après le « Télébadage »), y compris le numéro de compte personnel qui identifie le Télébadage de manière unique, sont collectées et peuvent être utilisées et traitées par Autostrade per l'Italia S.p.A. (ci-après « ASPI »), société soumise à la direction et à la coordination d'Atlantia S.p.A., au capital social de 622 027 000 euros, ayant son siège social Via A. Bergamini, 50 - 00159 Rome (IT), immatriculée au registre des sociétés de Rome sous le numéro de TVA, numéro de contribuable et numéro d'enregistrement 075169110000 - sur papier, électroniquement et par ordinateur - par ses employés et/ou par le personnel des sociétés italiennes d'autoroutes à péage, agissant en tant que responsables du traitement des données, à des fins liées à la gestion de la relation contractuelle, notamment la facturation et la perception des péages.

2. Ces données personnelles sont divulguées par ASPI à Telepass S.p.A. (telle qu'identifiée ci-après) pour la gestion administrative du paiement du péage, comme décrit au point 3, et aux concessionnaires d'autoroutes, dont les systèmes sont utilisés pour enregistrer les trajets à des fins de facturation, ou, dans le cas de trajets pour lesquels aucun paiement n'a été enregistré, à des fins de recouvrement de créances. Le traitement de ces données et le recouvrement des péages sont également effectués en faisant appel à des tiers spécifiquement autorisés.

3. Les activités administratives liées à la facturation, à l'émission et à l'envoi des factures et à toute demande de paiement concernant les autoroutes italiennes sont effectuées pour le compte d'ASPI par Telepass S.p.A., nommée par ASPI à cette fin en tant que Processeur de données. Les factures peuvent être fournies au Titulaire par la Société émettrice.

4. Sans préjudice des dispositions des paragraphes ci-dessus, les données personnelles du Titulaire, collectées et stockées dans des bases de données ASPI, ne seront soumises à aucune divulgation ou communication, sauf dans les cas prévus par les présentes Conditions générales et conformément aux lois et règlements et de la manière prévue à cet effet. De plus, pour qu'ASPI assure la bonne exécution de toutes les activités liées au service ou nécessaires à la fourniture de celui-ci, ASPI peut, le cas échéant, effectuer également le traitement des données susmentionné en ayant recours à d'autres sociétés du groupe ASPI ou à des tiers (sociétés désignées pour le recouvrement des créances dues à ASPI, sociétés responsables de la maintenance des systèmes informatiques chargées de gérer la facturation des péages), qui sont à chaque fois nommés comme processeurs de données.

5. Veuillez noter que les stations de péage autoroutier italiennes gérées par ASPI sont équipées d'un système d'enregistrement vidéo qui, en cas de non-paiement d'un péage ou lorsque le Titulaire ne dispose pas de ticket d'entrée, fait un usage non conforme de la barrière de péage, ou détient un Télébadage défectueux, enregistre automatiquement la plaque d'immatriculation des véhicules qui passent pour un traitement ultérieur du paiement des péages, et le cas échéant, pour l'application de sanctions civiles, administratives/ et ou pénales dans les cas prévus par l'article 176 du Décret législatif italien 285 de 1992. Les images ne peuvent être vues que par le personnel chargé du traitement des données et sont stockées à des fins liées au recouvrement des péages et, dans le cas d'une action illégale, sont également présentées aux autorités judiciaires compétentes.

6. Veuillez noter également que le réseau autoroutier italien est équipé de systèmes de détection automatique (dénommés « BOE Telepass ») pour les véhicules équipés des Télébadges qui enregistrent anonymement le passage des véhicules à des fins « statistiques », notamment pour le développement d'un modèle statistique des flux de trafic sur le réseau autoroutier italien visant à valider les modalités d'allocation des revenus générés par les péages entre les sociétés d'autoroutes à péage pour les trajets relevant de leurs compétences respectives et pour le calcul des temps de parcours moyens sur un itinéraire. Ces données sont exclusivement traitées par le personnel désigné ou, pour le compte d'ASPI, par des tiers nommés pour effectuer des analyses statistiques (nombre de véhicules voyageant sur un itinéraire spécifique) désignés par ASPI comme entités responsables du traitement des données.

7. En ce qui concerne le traitement de ces données, le Titulaire concerné est habilité à exercer ses droits aux termes de l'article 7 du Décret législatif italien no 196 de 2003 et, en particulier, a le droit d'exiger la suppression des données traitées en violation des règles ci-dessus et d'exiger une mise à jour et/ou une correction de ses données personnelles, de la manière et dans les cas prévus par les dispositions légales pertinentes. De plus, si le Titulaire met fin au service, il/elle peut demander à tout moment la suppression complète de toutes les données qu'il/elle a fournies, à l'exception des données qui doivent être conservées pendant une certaine période conformément à la législation en vigueur. Ces droits peuvent être exercés par lettre recommandée ou par fax en utilisant les coordonnées suivantes : Autostrade per l'Italia S.p.A. Customer Care - P.O. - Box 2310 Succursale 39-50123 Florence, fax : +39 055 420 2737 ou (+39) 055 420 2734.

8. Le Contrôleur de Données est Autostrade per l'Italia S.p.A, comme indiqué ci-dessus, et les Processeurs de données sont :

- Telepass S.p.A., domiciliée à Rome (Italie), Via Bergamini, 50 pour les activités administratives pertinentes ;
- Le Directeur commun des opérations générales et de la maintenance d'Autostrade per l'Italia S.p.A et d'EsseDiEsse S.p.A Società di Servizi S.p.A., domiciliée à Rome (Italie), Via Bergamini, 50, pour la gestion des péages impayés et la séquence vidéo correspondante, conformément à l'article 5 ci-dessus.
- Le responsable informatique et développement technologique d'Autostrade per l'Italia S.p.A., pour la gestion du traitement « statistique », conformément à l'article 6 ci-dessus.

CONDITIONS PARTICULIÈRES DE VENTE PAR INTERNET

Les présentes conditions particulières de vente par Internet viennent compléter les conditions générales et particulières d'abonnement. En cas de conflit, les conditions générales et particulières d'abonnement priment.

Les présentes conditions particulières de vente par Internet ne s'appliquent qu'en cas de souscription en ligne d'abonnements, d'options ou de services depuis le site internet uly's.com ou depuis l'application Ulys.

I. Société émettrice

Les abonnements, options et services pouvant être souscrits en ligne sont gérés :

- par la société ASF : e-Drive ; Classic, Premium, Vacances, Special 30, Ulys x Coyote, Ulys Flex, Frequence, Préférence, Océan, Start, Business, Fleet ;
- par la société Escota : Special 30 et Hélotis ;
- par la société Cofiroute : Activi-t A86, Duo A86, Mobili-t, Special 30 ;
- par la société ARCOS : Ulys A355 et Ulys A355 PRO.

(liste susceptible d'évolution)

II. Souscription en ligne

Après avoir consulté l'ensemble des informations disponibles pour effectuer son choix, le titulaire pourra souscrire en remplissant un formulaire à l'aide des indications qui lui sont fournies, et en validant la souscription.

A cet effet, si le titulaire est déjà abonné et qu'il souhaite souscrire une option ou un service annexe, il devra préalablement s'identifier à partir de son espace client.

Le titulaire est informé et accepte que la saisie de ces informations fasse preuve de son identité et de sa souscription.

Le renseignement de la commande intervient dès la validation du paiement par le titulaire et dès la signature électronique du contrat d'abonnement (incluant les conditions générales et particulières d'abonnement) et/ou des conditions particulières de l'option ou des services annexes. Toute souscription en ligne implique l'acceptation par le titulaire des présentes conditions particulières de vente par internet.

Le contrat d'abonnement et/ou les conditions particulières de l'option ou des services annexes, et le cas échéant, le mandat de prélèvement seront envoyés par e-mail à l'adresse e-mail préalablement renseignée par le titulaire et seront mis à disposition dans son espace client.

La société émettrice se réserve le droit d'effectuer des contrôles nécessaires préalables (par exemple, souscription, coordonnées). La société émettrice peut être amenée à demander au titulaire des pièces complémentaires ou une garantie de paiement et se réserve le droit de refuser toute souscription d'abonnement, d'option ou de service annexes si le titulaire ne remplit pas les conditions pour en bénéficier ou pour un motif légitime tel que la résiliation d'un précédent contrat pour fraude ou défaut de paiement.

III. Mise à disposition du badge - Livraison

La participation aux frais d'emballage et d'expédition de(s) badge(s) est indiquée dans le barème tarifaire de l'abonnement correspondant selon le mode de livraison choisie par le titulaire :

- Livraison standard - à votre domicile ou à l'adresse de votre choix
- Livraison Express Chronopost - à votre domicile ou à l'adresse de votre choix (France métropolitaine et Monaco) - valable pour les abonnements Classic, Premium, Ulys Flex et Vacances.

L'expédition du(des) badge(s) est réalisée à partir de la signature en ligne des documents (contrat d'abonnement incluant les conditions générales et particulières d'abonnement et le mandat de prélèvement) par le Titulaire :

- sous 24 heures avec la livraison Express Chronopost pour les abonnements éligibles ;
- sous 48 heures avec les autres modes de livraison à compter de la réception par le service client Ulys de la totalité des documents demandés, dûment signés et complétés.

La Société émettrice s'engage à faire ses meilleurs efforts pour expédier les badges commandés par le Titulaire dans le délai ci-dessus précisé. Le Titulaire recevra son badge à l'adresse de livraison indiquée sous réserve de délais postaux.

Ces délais sont communiqués à titre indicatif et un dépassement éventuel ne pourra donner lieu à aucun dommage et intérêts, retenue ou annulation de la commande par le Titulaire. Il appartient au Titulaire de vérifier le contenu du colis au moment de la livraison, et d'indiquer tout problème en contactant le service client Ulys dans un délai de 3 jours à compter de la livraison (hors dimanche et jours fériés). Passé ce délai, les produits seront réputés conformes et exempts de tout vice apparent.

IV. Acceptation des conditions

Toute souscription en ligne suppose l'adhésion sans restriction ni réserve aux conditions générales et particulières de vente des abonnements ainsi que des présentes conditions particulières de vente par Internet qui sont consultables à tout moment sur le site uly's.com et dans l'espace client du Titulaire.

V. Validité partielle

Si l'une quelconque des dispositions des présentes conditions particulières de vente par Internet se révélait être nulle au regard d'une règle de droit en vigueur, celle-ci serait réputée non écrite mais n'entraînerait pas la nullité des conditions générales et particulières de l'abonnement.

VI. Sécurité

Toutes les informations relatives à la souscription, en particulier les informations bancaires transmises via Internet, sont protégées et cryptées. L'ensemble de la transaction par Internet s'effectue sur un serveur sécurisé (SSL). Ainsi, au moment de leur saisie et lors des transferts, il est impossible de les lire. Le Titulaire est seul responsable de la conservation confidentielle des identifiants de connexion à son espace client ainsi que du code - selon l'abonnement - qui lui sera adressé par message SMS qui sont considérés comme strictement personnels. Il s'engage à informer immédiatement le service client Ulys de toute utilisation non autorisée de ses données d'inscription, de ses identifiants de connexion, de son code et plus généralement de toute atteinte à la sécurité dont il aurait eu connaissance.

VII. Responsabilité - Garantie

La responsabilité de la société émettrice ne saurait être engagée pour tous les inconvénients ou dommages inhérents à l'utilisation du réseau Internet et téléphoniques, notamment une rupture du service, une intrusion extérieure ou la présence de virus informatiques.

La société émettrice ne garantit pas que le site internet uly's.com, l'application Ulys ainsi que le service d'envoi des codes par message SMS (pour les abonnements concernés) sera exempt d'anomalies, d'erreurs ou de bugs, ni que celles-ci pourront être corrigées, ni que le site ou l'application Ulys fonctionnera sans interruption ou pannes.

La société émettrice n'est en aucun cas responsable de dysfonctionnements imputables à des logiciels de tiers que ceux-ci soient ou non incorporés dans le site ou l'application Ulys ou fournis avec ceux-ci. En acceptant les présentes conditions particulières de vente par Internet, le Titulaire déclare connaître les caractéristiques et les limites d'Internet, en

particulier ses performances techniques, les temps de réponse pour consulter, interroger ou transférer des données et les risques liés à la sécurité des communications.

VIII. Preuve

Les registres informatisés, conservés dans les systèmes informatiques de la société émettrice dans des conditions raisonnables de sécurité, seront considérés comme les preuves des transactions, des abonnements et des paiements intervenus entre les parties. Les parties reconnaissent aux documents complétés et validés électroniquement par le Titulaire la qualité de documents originaux et les admettent en qualité de preuve au même titre qu'un écrit sur support papier.

IX. Informatique et Libertés

Le Titulaire est informé que lors de la souscription et au cours de l'exécution du contrat, des données à caractère personnel seront collectées par la société émettrice.

Ces données seront utilisées à des fins de gestion du contrat, dans ses différents aspects, et pourront également permettre d'effectuer des opérations de prospection commerciale. Les données collectées sont destinées à la société émettrice et aux exploitants visés à l'article II des présentes conditions générales, ainsi qu'à leurs sous-traitants. Par ailleurs, la société émettrice peut communiquer les données collectées à ses partenaires si le Titulaire lui en donne l'autorisation expressément.

Le Titulaire du contrat est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition à la réception de prospection commerciale, de limitation, de portabilité et d'effacement des données à caractère personnel le concernant. Ces droits s'exercent auprès de la société émettrice, responsable des traitements effectués sur les données collectées, dont les coordonnées figurent dans les conditions particulières du contrat.

A compter de la résiliation du contrat, les données à caractère personnel collectées seront effacées au plus tard à l'issue des durées légales de prescription civile et des durées légales de conservation.

X. Service Clients

Toute question relative au suivi de la souscription, à la livraison du(des) badge(s), aux conditions et modalités d'exercice du droit de rétractation, à l'exécution du contrat d'abonnement peut être adressée :

- par écrit à l'adresse suivante : service client Ulys - CS 30531 - 13558 Saint-Martin-de-Crau Cedex
- en téléphonant au service client Ulys :

- pour les abonnements ASF : 0970 820 830 (service gratuit + prix appel) ;
- pour les abonnements Escota : 04 92 97 71 50 (service gratuit + prix appel) ;
- pour les abonnements Cofiroute : 0969 39 26 34 (service gratuit + prix appel) ;
- pour les abonnements ARCOS : 03 69 73 91 58 (service gratuit + prix appel).